l'unité

L'HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE

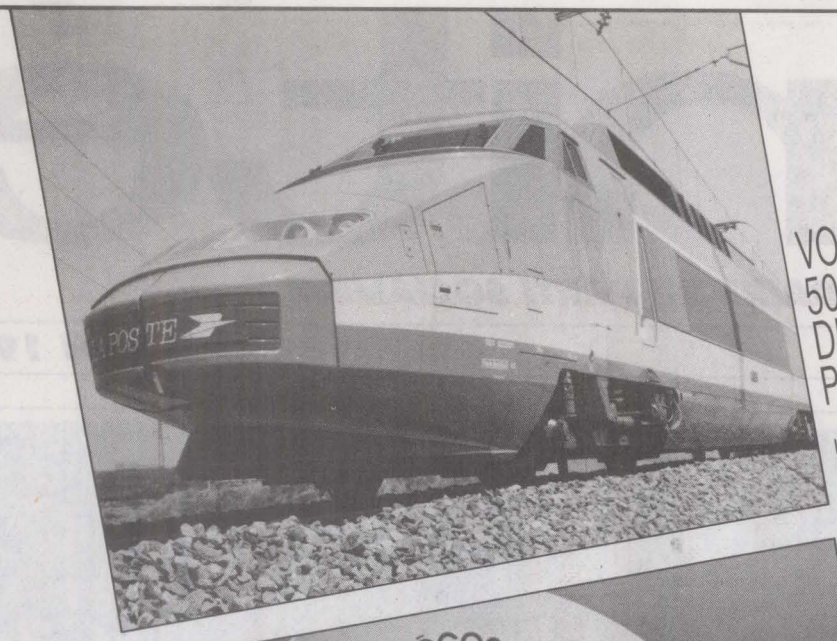
M 2805 - N° 651 - 8 F

6 JUIN 1986

T.F.1. AU VOLEUR !



© Fondation Jean-Jaurès



VOUS POSTEZ 50 MILLIONS DE LETTRES PAR JOUR...

Le TGV postal :
65 tonnes de lettres à 260 km/h
entre Paris et Lyon.



VOUS PASSEZ 80 MILLIARDS DE COUPS DE FIL PAR AN...

TELECOM 1 :
3 000 conversations simultanées intercontinentales, 2 canaux TV couleur et toutes les ressources de la vidéocommunication au service des entreprises.

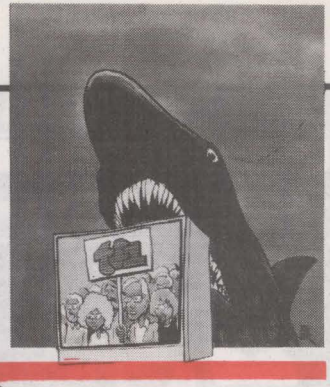


VOUS SIGNEZ 600 MILLIONS DE CHEQUES POSTAUX PAR AN...

8 millions de Français ont choisi la Poste et le chèque soleil.
Une gestion informatique qui assure à chacun un relevé pour chaque opération.

LE CONTACT, NOUS AUX PTT ON ASSURE !

Collection Archives



SOMMAIRE

« L'UNITE »
N° 651
du 6 juin 1986



4 POLITIQUE FRANÇAISE

L'éditorial, par Claude Estier.
Emploi : Séguin en devient chèvre, par Claude Jadoul.
Politique française en bref.

8 AUDIOVISUEL

Trente-six bonnes raisons de descendre dans la rue pour défendre T.f.1, par Jean-Paul Liégeois.

11 RECHERCHE

Chefs-d'œuvre en péril, par Pierre-Yves Poindron.

12 ECONOMIE

Bourse : les « zinzins » ne sont pas fous, par Marc Perry.
Chronique de la bêtise annoncée, par Nicole Chaillot.

14 DIPLOMATIE

La France préférée d'Houphouët-Boigny, par Stephen Gere.

16 MONDE

République dominicaine : une démocratie à l'aveuglette, par Carlos Ferrari-Lopez.
Afrique du Sud : la « bonne conscience » de Chirac, par Jean-Jacques Kourdliansky.
Autriche : la dénazification n'a jamais eu lieu, par Fabian Gastellier.

20 MONDE EN BREF

Par Jean Liberman et Michel Mathieu.

22 SANTE

Aérobic pour cellules cérébrales, par Françoise Loriol.

24 LES 400 COUPS

Par Frédérique de Gravelaine.

26 THEATRE

Par Fabian Gastellier.

28 LIVRES

La chronique littéraire de Claude Glayman.

30 JEUX

Par Rémy Albert.

30 TELEVISION

Par Fabian Gastellier.

Collection Fondation Jean Jaurès

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 48.78.40.73. Administration : 10, rue Solferino 75007 Paris. Tél. : 45.50.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Jean Liberman, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Chaussepied, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 48.78.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité, 12, cité Malesherbes. Capital social : 250 000 F. Principaux associés : Claude Estier, Nicole Chaillot, Lionel Jospin, André Laigniel. Directrice de la publication : Nicole Chaillot. Tirage moyen : 42 000 ex. Cadet Photocomposition, 75009 Paris.



Sipa-presse

Quand le « débonnaire » Philippe Seguin s'énerve à la tribune de l'Assemblée.

SEGUIN EN DEVIENT CHEVRE

PAR CLAUDE JADOUL

Face à l'opposition socialiste, le ministre des Affaires sociales défend à contrecœur un projet de loi dont il sait qu'il va entraîner une nouvelle augmentation du chômage.

PHILIPPE Séguin a au moins un mérite : celui d'annoncer la couleur d'entrée de jeu. Ainsi, le ministre des Affaires sociales n'a pas craint de déclarer dimanche sur Europe 1 : « Je ne serais pas étonné (...) que les prochains mois soient marqués par une augmentation sensible du nombre des demandeurs d'emplois. » Nous voilà prévenus : la droite va laisser « filer » le chômage, comme en témoignent la discussion sur le projet de loi portant abrogation de l'autorisation administrative de licencier et en particulier la faiblesse de l'argumentation gouvernementale face à l'impressionnante série d'amendements défendus par les députés socialistes.

Les meilleurs experts du ministère du Travail chiffrent d'ailleurs entre 50 et 60 000 les licenciements immédiats dus à la suppression de cette autorisation. Ces chiffres font, paraît-il, faire la grimace au ministre des Affaires sociales lui même qui n'avait tablé « que » sur 200 000 disparitions d'emplois d'ici à la fin de l'année. Or, les prévisions de ses experts dépassent la « barre » qu'il s'était en quelque sorte fixée. Une bonne raison : l'investissement n'est pas au rendez-vous... et le C.n.p.f. se fait tirer l'oreille pour embaucher, en conséquence...

D'où le singulier concert de lamentations, de Jacques Chirac à Edouard Balladur, de Michel Noir à Philippe Seguin – tous R.p.r. – contre un patronat français, décidément bien ringard. Le C.n.p.f. honorera-t-il du moins sa promesse d'embaucher 367 000 personnes ? chiffre avancé officiellement par l'organisation patronale en cas, justement, de suppression de la loi sur l'autorisation administrative de licencier ? Que nenni ! Yvon Gattaz, l'inventeur des Enca, revient maintenant sur sa parole : l'adoption du projet de loi n'aurait pas d'effet sur l'embauche, au motif que le « marché » a été « épongé » par les Tuc et autres inventions de Michel Delebarre...

Après les syndicats, Philippe Séguin serait-il, à son tour, cocufié ? Un idéologue trouve toujours plus idéologue que lui. Le message de Gattaz est clair et crée bien évidemment problème au ministre des Affaires sociales qui avait tenté, dans un premier temps, une démarche astucieuse. Il s'agissait – avec l'accord tacite de la C.f.d.t., de F.o. et de la C.g.c. –, de faire redémarrer la politique contractuelle, de manière à faire négocier les reculs sociaux – et au premier chef, l'autorisation administrative de licencier – par les partenaires sociaux, moyennant de vagues contreparties. Le « tout et tout de suite » du C.n.p.f. a fait échouer cette belle manœuvre.

Ne cherchez pas d'autres explications à la mine déconfite de Séguin. Et à son agressivité. Son

© Fonds Jean-Jaurès

offre de démission, bien réelle, n'avait pas d'autre origine : le ministre des Affaires sociales n'a désormais plus qu'une marge de manœuvre fort réduite à l'égard d'organisations syndicales qui s'estiment lésées... Philippe Séguin a donc dû faire contre mauvaise fortune bon cœur et déposer dare-dare son projet. Son discours à l'Assemblée, parfaitement bétonné, ne doit pas faire illusion. « Il s'est tellement couvert qu'il pourra présenter à chacun un passage prouvant qu'il partage leur point de vue », explique, sarcastique, Michel Delebarre.

L'exégèse la plus meurtrière du texte gouvernemental vient pourtant, curieusement, d'un membre de la majorité. C'est, en effet, du sénateur Michel Durafour, ministre du Travail du premier gouvernement Chirac (et auteur à ce titre du projet de 1975 sur l'instauration de l'autorisation administrative de licencier) qu'émanent un certain nombre de remarques fort judicieuses sur le projet de son successeur rue de Grenelle. Sous le titre fort clair de « Inopportun et dangereux », le sénateur U.d.f. — ce n'est pas un hasard — s'est livré dans une tribune du « Monde » à une critique en règle.

La relance de l'embauche tout d'abord. « Les résultats sont incertains », écrit Michel Durafour qui, manifestement, ne croit pas aux promesses patronales « d'embaucher de manière significative ». L'ancien ministre relève aussi que « le risque de détérioration sociale est évident (et que) les inégalités entre salariés s'accroîtront ». Avec l'adoption du projet, « quelque chose est cassé dans le système, quelque chose d'essentiel ». Et de

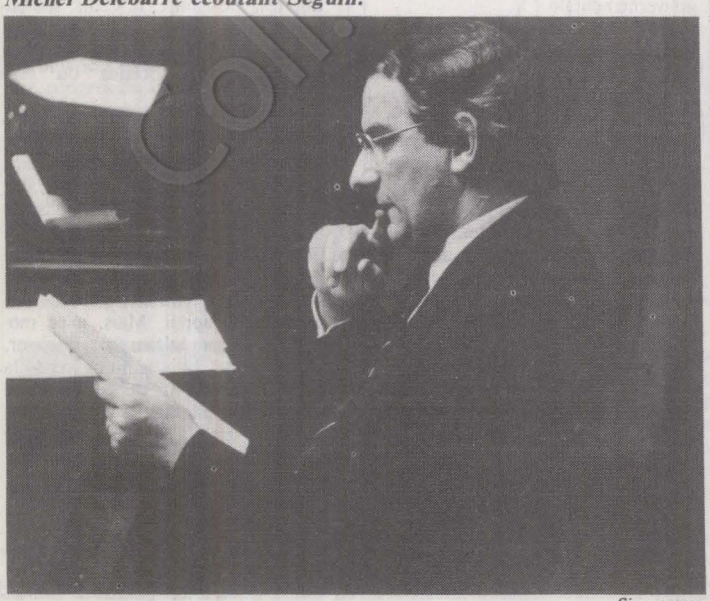
(suite en page 6)



Pascal Lebrun

Michel Durafour.

Michel Delebarre écoutant Seguin.



Sipa-presse

L'EDITORIAL

Globalement négatif

PAR CLAUDE ESTIER

RENCONTRANT cette semaine des sénateurs de la majorité, Jacques Chirac leur a déclaré que le gouvernement « n'avait pas les moyens de communication suffisants pour expliquer sa politique » et qu'il allait « essayer d'y remédier ». On imagine ce que cela peut vouloir dire notamment en termes de pression sur les médias dont le Premier ministre continue à prétendre qu'ils sont entre les mains des socialistes ce qui n'est pas l'avis d'une grande majorité des Français consultés à ce sujet.

Il est devenu courant d'incriminer la mauvaise communication — le gouvernement de la gauche a lui-même, dans les débuts, cédé à cette tentation — alors qu'il s'agit souvent de tout autre chose. Dans le cas présent, si la politique du gouvernement Chirac n'entraine pas l'enthousiasme que ses promoteurs espéraient ce n'est pas par insuffisance de communication mais parce qu'elle est incohérente et que, jour après jour, elle heurte des catégories nombreuses de citoyens qui n'ont pas la chance d'appartenir aux quelques groupes de privilégiés auxquels le pouvoir accorde toutes ses faveurs.

L'incohérence, nous l'avons déjà montrée ces dernières semaines à l'occasion de plusieurs projets gouvernementaux qu'il s'agisse de l'audiovisuel, de la politique de défense, des coupes budgétaires opérées dans des secteurs vitaux comme celui de la Recherche ou des conditions de suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Sur ce dernier sujet qui occupe cette semaine l'Assemblée nationale, le ministre Philippe Séguin s'acharne à défendre des modalités contraires à celles qu'il avait lui-même proposées il y a quelques semaines aux syndicats — mais que le patronat avait refusées — et doit maintenant admettre que non seulement cette mesure ne sera pas créatrice d'emplois mais qu'il y a tout lieu de penser que le chômage va augmenter « de façon non négligeable » dans les prochains mois.

Quand on se souvient de quelle manière la droite accusait les socialistes de n'avoir pas réglé le problème du chômage et comment, dans le même temps, elle se faisait fort d'y apporter des solutions, on mesure le chemin parcouru, en arrière, en peu de temps. Il n'y a pas là de quoi déclencher l'enthousiasme et l'on comprend qu'à l'intérieur même de la majorité, certains, à l'U.d.f. notamment et parmi les « barristes » en particulier — c'est le député Charles Millon qui vient de mettre en garde le gouvernement contre « l'image conservatrice, ou, pire, réactionnaire qu'il risquerait de donner par « des mesures trop souvent à connotation négative » — commencent à prendre sérieusement leurs distances à l'égard d'une telle politique. Ce qui encourage les socialistes à pousser plus à fond la discussion afin que chacun prenne clairement ses responsabilités. Si toutefois le Premier ministre ne décide pas de recourir pour la quatrième fois à l'article 49.3 comme il en a obtenu l'autorisation du Conseil des ministres.

Dans le même temps, entraîné par sa frénésie de libéralisme tous azimuts, le gouvernement multiplie les initiatives qui ne peuvent que dresser contre lui d'importantes catégories de citoyens : les personnes âgées à qui on vient d'annoncer que les retraites ne seront pas revalorisées au 1er juillet ; les petits épargnants qui voient baisser d'un point et demi le taux d'intérêt de leur livret d'épargne au moment où l'on supprime pour quelques centaines de milliers de possédants l'impôt sur les grandes fortunes ; les salariés, surtout ceux des petites entreprises, que la suppression de l'autorisation de licencier risque de livrer sans défense à l'arbitraire patronal ; les locataires qui ont tout lieu de s'inquiéter de la disparition simultanée de la loi Quilliot et de la loi de 1948 qui les protégeaient des appétits des propriétaires et des promoteurs immobiliers *(dès le 18 avril « l'Unité » dévoilait tout c.f. n° 644)* ***; les parents d'élèves qui se demandent quels vont être les effets pratiques de la suppression de la carte scolaire ; les simples citoyens qui, avant même que soient mises en œuvre les mesures sécuritaires adoptées par le gouvernement, voient se multiplier les « bavures » policières, etc. Sans parler des téléspectateurs qui font savoir lorsqu'on les interroge qu'ils ne comprennent pas bien pourquoi l'on veut faire cadeau de T.f.1 à des groupes d'intérêts privés.***

On dira que toutes ces mesures étaient inscrites plus ou moins explicitement dans la fameuse plate-forme R.p.r.-U.d.f. pour laquelle une majorité de Français est censée s'être prononcée le 16 mars. Mais il en va de cette plate-forme comme de tous les programmes. C'est souvent après coup que bon nombre de citoyens en découvrent le contenu et la portée. Ce qu'ils découvrent aujourd'hui n'est pas de nature à les réjouir et ils seront bientôt — ils sont déjà pour beaucoup d'entre eux — reconnaissants aux socialistes de combattre sans relâche, au Parlement et dans le pays, une politique de réaction économique, de régression sociale et de restriction des libertés.

(suite de la page 5)

souligner, féroce, que « M. Séguin (...) perd dans cette aventure une partie de son crédit ».

Mais surtout, Michel Durafour en vient à l'essentiel. Le fossé, écrit-il, s'élargit entre les diverses catégories de salariés, ceux qui appartiennent à de petites entreprises et ceux qui relèvent d'établissements plus importants. Les premiers, sans comité d'entreprise, souvent sans délégué du personnel ni section syndicale, ont plus de mal à faire valoir leurs droits que les seconds, armés et disposant d'aides techniques et de moyens financiers : et pourtant il s'agit des mêmes droits. Le projet, conclut-il, accentue cette différence.

Effet pervers

L'ancien ministre du Travail socialiste, Michel Delebarre, soulignait déjà cet aspect des choses dans un récent entretien accordé à notre journal, lorsqu'il y expliquait la nécessité de maintenir la législation en l'état. Le projet de loi de Philippe Séguin va ainsi avoir un effet pervers immédiat sur la *moitié* des salariés français, souvent des P.m.e./P.m.i., qui ne sont pas protégés par une présence syndicale. La France n'est pas la R.f.a., où le taux de syndicalisation est élevé. « En RFA, c'est l'entreprise qui a la charge de la preuve ; en France, c'est le contraire », souligne Jean-Paul Bachy, dans un excellent dossier sur la question. Conséquence : il sera impossible, de fait, de négocier, au cas par cas, les licenciements économiques dans la moitié des « taules ». Merci de l'avoir rappelé, M. Durafour ! Notre homme ne s'arrête d'ailleurs pas en aussi bon chemin. Ainsi, il note qu'il y a eu en 1985 quelque 450 000 licenciements économiques. L'adoption du projet de loi va, manifestement, multiplier les recours en justice, devant les prud'hommes. « On a même le droit de penser que l'action en justice sera généralisée », écrit l'ancien ministre. Et 450 000 licenciements, expose-t-il, « cela aurait représenté combien de procès » ?

Et surtout combien de « ratés » au niveau des entreprises, secouées ponctuellement par des licenciements abusifs, sommes-nous tentés d'ajouter ? Bilan : des prud'hommes encore plus engorgés : il faut, en moyenne, deux ans pour qu'une affaire soit jugée au fond. Michel Durafour en vient alors à l'une des préoccupations majeures d'un homme comme André Bergeron : le « projet de loi, peut-on lire, porte un coup sévère à la politique contractuelle qui est la base d'une société de liberté ». Il enfonce le clou : « Pour l'essentiel, le licenciement, la loi se substitue à la libre discussion, sans même qu'on puisse opposer que cette dernière eût échoué, puisqu'elle n'a pas eu lieu ». En clair : « élève Séguin, vous auriez mieux fait de vous en tenir à votre tactique initiale ! ».

Michel Durafour émettra donc un vote d'abstention lorsque le projet viendra au Sénat. Pas d'embauches, politique contractuelle grippée, méfiance syndicale : en deux mois le capital de confiance du gouvernement de droite est singulièrement entamé. Tout cela par la faute d'une « attitude théologique » — comme l'a écrit André Bergeron — sur la question de la suppression de l'autorisation administrative de licencier. L'ex-chantre du « travaillisme à la française » — Jacques Chirac — a bonne mine. Et Yvon Gattaz l'a mis dans un sérieux pétrin avec les mouvements sociaux qui se dessinent à l'horizon. Il n'y a guère que René Bernasconi, président de la très réactionnaire C.g.p.m.e., pour soutenir l'action de Philippe Séguin. N'adresse-t-il pas à ses ouailles un touchant appel, « au nom de l'intérêt supérieur du pays » (faut c'qui faut). Cet homme appelle donc les petits patrons « pour qu'ils embauchent sans délai (...). C'est de leur décision individuelle que dépend désormais l'avenir immédiat de la Nation », lisez : « du R.p.r. »... qui y puise l'essentiel de ses troupes.

Fort bien, mais les grandes fédérations patronales, qui font la pluie et le beau temps avenue Pierre-Ier-de-Serbie — au CNPF — l'entendent-elles de cette oreille ? Le « patron des patrons », Yvon Gattaz, qui est aussi leur mandataire, a déjà répondu... ●

ANNIVERSAIRE

Un train nommé 36

Pour commémorer la 50e anniversaire du Front Populaire, les socialistes ont eu une idée originale. Le 14 juin ils affrètent « un train nommé 36 » qui partira de la gare Saint-Lazare, à Paris, pour se rendre à Ouistreham, dans le Calvados. Des débats sur 36 seront organisés dans le train. Cette journée très « Front Popu » à laquelle participera Lionel Jospin prévoit notamment un pique-nique, et un grand bal populaire. Pour participer n'oubliez pas de vous inscrire, de vous habiller 36, de prendre votre maillot de bain et d'emporter votre pique-nique. Renseignement : (1) 45.50.34.35.

. « L'Unité » consacrera la semaine prochaine un cahier spécial à cette célébration du cinquantenaire.

DROITE

Les états d'âme des centristes

Certains centristes commencent à traîner les pieds. La réunion du conseil politique du C.d.s., samedi dernier à Paris, a donné l'occasion à de nombreux délégués de ruer dans les brancards. C'était à prévoir : le chiraquisme dans toute sa rudesse et l'ultra libéralisme de la bande à Léotard sèment l'inquiétude dans les rangs du C.d.s. Et la base du parti, présidé par Pierre Méhaignerie, ministre de l'Equipement et du Logement, de l'Aménagement du territoire et des Transports, n'a pas voilé ses critiques à l'égard de la politique gouvernementale.

Au C.d.s., on a des préoccupations sociales, et on tient à le faire savoir. C'est pourquoi un délégué s'est inquiété de la célérité avec laquelle le gouvernement a décidé de supprimer l'autorisation administrative de licenciement. Et Jacques Barrot, secrétaire général du C.d.s. a lancé un avertissement au gouvernement : « le C.d.s. ne votera le texte sur la fin de l'autorisation administrative de licenciement qu'avec l'assurance que le gouvernement exigera l'ouverture des négociations indispensables pour inventer les méthodes contractuelles nécessaires pour surveiller l'application des nouvelles règles du jeu et prévenir les abus éventuels. » Même la politique de Pierre Méhaignerie en matière de logement n'a pas été épargnée. « Pas touche à la loi de 1948 » s'est entendu dire le ministre.

Divergences sur le fond, donc, avec certaines orientations de la politique gouvernementale, mais aussi divergences sur la forme. Le C.d.s. a le sentiment de jouer les utilités au sein de la majorité. « On a l'impression que c'est en lisant « le Figaro » chaque matin que certains de nos gouvernants trouvent ce qu'ils vont avoir à faire et, pour nous, démocrates sociaux, c'est une source de malaise... »

Et dans la perspective de la prochaine élection présidentielle, Jacques Barrot s'est fait menaçant : « Que l'on ne compte pas sur nous pour jouer les carabiniers de la dernière heure chargés de faire l'appoint au dernier moment ! », Bernard Stasi s'en est pris aux méthodes du gouvernement : « On a parfois l'impression que le gouvernement s'énerve, a parfois des poussées de fièvre, ce n'est pas très sain. Nous aimerions qu'il sache conserver son sang-froid. »

Pris entre leur solidarité gouvernementale et le mécontentement de leur base, les ministres C.d.s., Pierre Méhaignerie et René Monory se sont employés à arrondir les angles et à calmer leurs troupes. Ils ont rappelé que le C.d.s. avait signé la plate-forme électorale de la droite mais ont affirmé leur volonté de peser davantage « en amont » de l'action gouvernementale afin que soient mieux prises en compte les préoccupations de leur mouvement.

Le C.d.s. n'a pas claqué la porte. Mais ses grognements attestent bien de la précarité de la majorité. Jacques Chirac en est tellement conscient qu'à l'Assemblée nationale il n'a d'autres solutions que le recours systématique au 49.3. Au sein de sa majorité le Premier ministre se trouve pris entre deux feux. D'un côté la frange dure (R.p.r.-P.r.) entraîne le gouvernement dans une « dérive droitière », tant sur le plan économique que dans le domaine des libertés. De l'autre, le C.d.s. souhaiterait que prévalent des positions, plus équilibrées, plus conformes aux préoccupations sociales du centrisme.

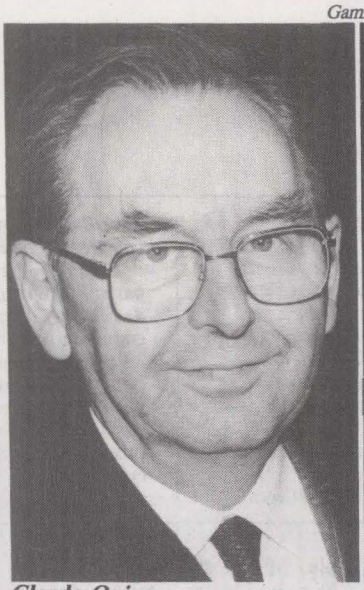
Jusqu'à présent, Jacques Chirac a plutôt donné satisfaction aux ultras. Mais pourra-t-il continuer sans s'aliéner à terme le soutien du C.d.s. qui lui est pourtant indispensable pour se maintenir au pouvoir ? A moins que par un subtil jeu de balancier, il n'infléchisse sa politique en direction des centristes pour ne pas perdre leur appui. Mais, à ce moment-là, il y aurait lieu de s'inquiéter, car Jacques Chirac administrerait la preuve que son art de gouverner se réduit à du pilotage à vue. Le Premier ministre n'a pas fini d'en voir de toutes les couleurs avec sa majorité...

Mais les états d'âme du C.d.s. risquent d'avoir des conséquences au sein même de l'U.d.f. Notamment dans la perspective des prochaines échéances électorales. La bagarre

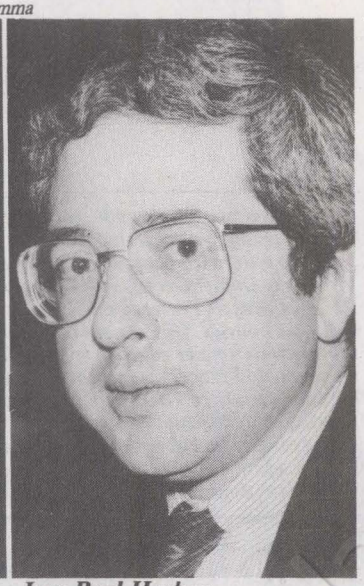
EPURATION

Chirac place ses hommes (suite)

Gamma



Claude Quin.



Jean-Paul Huchon.

• *L'adoption par les deux Assemblées de la loi d'habilitation économique et sociale va permettre au gouvernement, sous réserve de l'approbation par le Conseil constitutionnel saisi par les socialistes, de procéder à une valse des p.-d.g. dans les sociétés – groupes industriels, banques, compagnies d'assurances – susceptibles d'être privatisées. La privatisation elle-même n'interviendra vraisemblablement qu'au compte-gouttes mais le changement de responsables, lui, n'attendra pas. Le ministre chargé de la Privatisation, Camille Cabana, l'un des plus proches de Jacques Chirac, a d'ailleurs précisé que les nominations des nouveaux p.-d.g., qui pourront, a-t-il dit, être choisis en dehors des conseils d'administration des entreprises concernées, seront prises par décret en Conseil des ministres et interviendront dans un délai d'un mois après la publication de la loi.*

Il est donc bien clair que la nouvelle majorité a l'intention de placer, sans attendre, des hommes à elle aux postes clés en remplacement de ceux qui s'y trouvent actuellement. Le premier visé a été le p.-d.g. du Crédit agricole, Jean-Paul Huchon, qui n'a pas le bonheur de plaire au ministre de l'Agriculture François Guillaume et qui vient d'être remplacé par l'actuel directeur général de la Société Générale, Bernard Auberger, proche d'Edouard Balladur. Ce remplacement aurait déjà dû intervenir depuis deux semaines mais le président de la République avait refusé de signer le décret de nomination dans la mesure où aucun poste convenable n'était proposé à Jean-Paul Huchon.

La volonté du gouvernement Chirac de faire partir les responsables en place ne s'arrête pas aux entreprises devant être privatisées. On en voit un exemple avec le grave conflit qui a opposé le ministre des Transports, Jacques Douffiagues, au p.-d.g. de la R.a.t.p. Claude Quin. Officiellement, le conflit portait sur le volume des économies que le gouvernement voudrait réaliser dans le budget de la Régie des transports parisiens, mais la façon dont le ministre a refusé de prendre en considération les contre-propositions faites par Claude Quin souligne qu'il s'agissait avant tout d'écarter un dirigeant mis en place par le gouvernement de gauche et, de surcroît, membre du Parti communiste. Le mouvement de grève annoncé pour mercredi prochain pour la quasi-totalité des syndicats de la R.a.t.p. risque cependant de placer le gouvernement dans une situation difficile, allant en tout cas bien au-delà d'un conflit de personnes.

Le milieu diplomatique n'échappe pas, lui non plus, à la vindicte du nouveau pouvoir à l'égard des nominations faites par la gauche. La façon dont Jacques Chirac a critiqué l'autre semaine devant la presse diplomatique le comportement de notre ambassadeur aux Nations unies, Claude de Kemoularia, constitue même un précédent. Il est d'usage, en effet, lorsque le gouvernement a des remontrances à faire à un ambassadeur de le convoquer à Paris mais pas de le critiquer publiquement, ce qui n'est évidemment pas de nature à renforcer son crédit, et donc celui de la France qu'il représente.

Plus grave encore a été le comportement du Premier ministre à l'égard de notre ambassadeur en Tunisie Eric Rouleau dont il a demandé le rappel à Paris à la veille de la visite qu'il a effectuée il y a quelques jours à Tunis afin de n'avoir pas à le rencontrer sur place. Le remplacement d'Eric Rouleau – contre lequel une partie de la presse tunisienne a développé une campagne de calomnies dont on peut se demander par qui elle a été inspirée – a fait d'ailleurs l'objet d'un conflit sérieux entre le Premier ministre et le président de la République. Celui-ci a en effet refusé de signer le décret de nomination d'un autre ambassadeur en Tunisie tant qu'Eric Rouleau ne recevrait pas une autre affectation : il a été nommé mercredi ambassadeur itinérant.

Evoquant ces différentes affaires, « le Quotidien de Paris » titrait cette semaine : « Mitterrand bloque le changement ». Ce qui est une façon parfaitement hypocrite de dissimuler le fait que le gouvernement Chirac, en dépit de ses dénégations, est bien engagé dans une « chasse aux sorcières » afin de placer aux grands postes de responsabilités des hommes qui lui soient tout dévoués. Mais il doit là aussi compter – coexistence oblige – avec le pouvoir de nomination qui appartient au président de la République et auquel celui-ci n'entend nullement renoncer. **A.V.**

sera vive entre les « présidentielles » de la coalition présidée par Jean Lecanuet. Entre Giscard qui ne semble pas renoncer, Raymond Barre qui a le soutien du C.d.s., François Léotard, qui n'a pas caché ses ambitions et peut compter sur le soutien des jeunes loups du P.r., Madelin en tête, l'U.d.f. sera soumise à de rudes turbulences dans les prochains mois. Le congrès du C.d.s., qui se tiendra en novembre à Metz, pourrait bien donner lieu à de véritables craquements au sein de la majorité. D'autant plus que d'ici là, si Chirac ne change pas de cap, la situation économique et sociale se sera encore dégradée.

JEAN-PIERRE BEDEI

R.L.P.

92,8 mgh : la radio des Potes

« Une radio de potes... pour les potes », ainsi peut se définir la pro-



chaine radio locale privée du paysage de la modulation de fréquence parisien. On en avait entendu causer. On savait que dans certains cerveaux se trouvait en gestation un projet « résolument moderne » de poste libre et adapté à ce que l'on appelle la « pote-génération ». Et bien c'est fait. Le 14 juin, au moment où la place de la Bastille à Paris accueillera le rassemblement fiestif de l'association « S.o.s.-Racisme », les ondes aussi bougeront. Le 14, en direct sur 92,8 Mhh (1), l'émetteur de « Ça bouge dans ma tête », titre de la station, balancera dans le ciel de l'Ile-de-France des watts particulièrement colorés.

Le projet est fou mais habile. Fou, car il prend le pari qu'une programmation multi-culturelle va coller à cette génération Black-Beur-Blanche. Fou, car il désire prendre en compte cette jeunesse disponible, celle qui se bouge sur le racisme, les restos du cœur et Band-Aid. Fou, car il veut démontrer que dans le train-train de la Fm, entre des radios d'information et celles de music and news, il était temps de faire éclater les barrières en créant une station musicale qui colle à la réalité des moins de 25 ans. « On a rencontré une jeunesse antiraciste, prête à se bouger, explique Pierre Raiman, directeur de la station. Il est logique que cette génération cherche à avoir un média ». Ça bouge dans ma tête, la voix de S.o.s.-Racisme ? Non, la réponse est claire. Parrainée par l'association, cette station ne sera en aucun cas l'organe du mouvement.

L'habileté du projet réside avant tout dans la qualité sonore et dans le choix des programmes. « De Goldman au Rai, en toute liberté raconte Bertrand Jullien, directeur de la publicité. Nous ne serons pas une radio intercommunautaire. Mais nous adapterons notre programmation en fonction aussi de l'information. »

Pas de flashes à heure fixe. Vive l'éclatement. C'est vraiment le pari sur l'intelligence. Huit animatrices. Eh oui ! Que des femmes, des pros. Que l'on se balade sur la bande Fm et l'on verra bien que la disc jockey company appartient dans son immense majorité à la gent masculine. Là, ce sera, Sylvia, Samirah, Véronique et Fatima... Et un cœur... gros comme ça. 92,8 : La radio qui « colorie l'information », devrait devenir rapidement grande. 24 heures sur 24, très vite. Son statut est commercial et sa cible multiple. A vos postes, les potes.

DENIS DANGAIX

(1) 92,8 était la fréquence de Radio Libération. Celle-ci a vendu son autorisation et n'a aucun lien avec « Ça bouge dans ma tête ».



TRENTE-SIX (BONNES) RAISONS DE FAIRE "LA FETE A T.F.1."

Il y avait du beau monde, mardi dernier, à Matignon : une centaine d'artistes, de Suzanne Flon à Bernard Giraudeau en passant par Henri Virlojeux, Daniel Gélin, Nadine Trintignant, Philippe Noiret, François Périer, etc... Jacques Chirac ne les avait pas conviés. Ils s'étaient invités eux-mêmes. Pour rappeler au Premier ministre le point de vue de tous les créateurs de France, résumé par Richard Berry : « Pas question de vendre T.f.1. ! On ne privatise pas un monument historique. »

Des escarmouches de ce genre la droite risque d'en subir pendant des mois : défilés dans les rues, délégations dans les ministères, grèves du petit écran, guérillas parlementaires, saisines du Conseil constitutionnel... La guerre de la « Une » sera longue !

Prochaine bataille : ce samedi, 7 juin, à Paris, à partir de 18 heures, Place de la République, à l'appel de l'intersyndicale de l'audiovisuel, un rassemblement populaire réunira les professionnels de la télévision et les téléspectateurs qui ont « le service public au cœur ». Vous vous rappelez la chanson : « C'est la fête aux copains, c'est la fête à Pantin. » Samedi, ce sera aussi la fête, « la fête à T.f.1 ». Il y a trente-six mille raisons d'y aller. En voici seulement 36 : les plus évidentes.

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

1. Sans doute la télévision française de service public a-t-elle besoin d'être améliorée : nombre de blocages et de pesanteurs, administratifs ou financiers, contribuent encore à la paralyser à un moment de son histoire où elle va devoir affronter l'assaut des télévisions commerciales, des réseaux locaux câblés et des programmes par satellite. Mais on ne règlera pas ces problèmes en vendant une partie du service public. Réformer, ce n'est pas détruire.

2. « Mettre à terre » T.f.1, c'est brader la première chaîne de télévision née en France ; c'est vouloir tuer un symbole ; c'est s'attaquer délibérément et cyniquement au principe même du service public ; c'est nier la notion de « bien public ». T.f.1 ne saurait être un butin de guerre de la droite.

3. La privatisation de T.f.1 constituerait une première mondiale, une scandaleuse première : aucun gouvernement au monde n'a encore osé vendre une télévision publique au secteur privé !

4. La Constitution de 1958 a repris le préambule de la Constitution de 1946 qui stipule : « Tout bien, toute entreprise dont l'exploitation a, ou acquiert, les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait doit devenir la propriété de la collectivité. » Ce préambule étant toujours en vigueur, vendre T.f.1 à des personnes ou des sociétés privées n'est pas constitutionnel.

5. Le gouvernement n'a pas l'intention de vendre au plus offrant et a décidé de fixer lui-même le prix de T.f.1. Au cas où la droite réussirait à franchir tous les obstacles et à faire passer sa loi, T.f.1 serait bradée à 2 ou 3 milliards de francs. Or, le P.d.g. de la chaîne, Hervé Bourges, l'a estimée à 7,5 milliards et la très sérieuse « Vie Française » à 10,87 milliards. On voit bien que la droite n'a qu'un but : faire un énorme cadeau au repreneur. T.f.1 ne saurait être un pot de vin électoral.

6. Le cadeau aux « copains » politiques serait doublé d'une escroquerie au détriment des téléspectateurs. En fait, si l'on considère que T.f.1 n'existe au départ que par la redevance (à laquelle est venue s'ajouter la publicité), cette chaîne publique vaut encore beaucoup plus que le prix indiqué par « la Vie Française » : les Français ont déjà payé (en redevance) des dizaines de fois le prix estimé à T.f.1. Aujourd'hui ! Le gouvernement a-t-il prévu de les indemniser ?

7. « Les ondes, ce n'est pas la propriété de l'Etat, c'est la propriété des citoyens », a dit François Léotard à « l'Heure de Vérité ». Si on suit son raisonnement jusqu'au bout, cela veut dire que vendre T.f.1, c'est exproprier les citoyens de France. Merci pour la démonstration !

8. T.f.1 appartient aux téléspectateurs. On les spolie d'abord en privatisant la chaîne publique sans les indemniser. On les rackette ensuite en leur proposant de racheter 40 % des parts du capital de T.f.1-chaîne privée.

9. Faire racheter aux citoyens une partie de ce qui leur appartient déjà... a un autre avantage : le repreneur, celui qui sera le patron, payera encore moins cher. C'est sans doute ce que le ministre Balladur ose appeler une opération transparente !

10. Les deux principaux candidats au rachat de T.f.1 sont « fauchés » : Hersant ne pourra rien faire sans les banques, Hachette (qui vient de s'offrir Europe 1) ne pourra rien payer sans emprunter. Quant aux autres (Jimmy Goldsmith, Francis Bouygues, les Editions Mondiales) ils n'ont pas vraiment un savoir-faire audiovisuel. Où est le critère professionnel dans tout cela ? Où est la compétence ? Comment peut-on essayer de nous faire croire que ces gens-là n'ont pas d'abord le souci de « faire de l'argent » ?

11. Si Chirac et Léotard vendent T.f.1 à des marchands de soupe sans compétence audiovisuelle, ce sera le patrimoine culturel qu'ils dilapideront. S'ils réussissent leur coup, rien ne les arrêtera plus. Comme le dit Jean-Jacques Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, rien ne les empêchera ensuite de céder « la Comédie-Française à Coca-Cola » et « le Château de Versailles à I.b.m. ».

12. A la braderie et à l'escroquerie la droite entend ajouter le mépris : elle ne vend pas seulement le bien commun avec le matériel technique et les murs, elle le vend aussi avec le personnel ! L'esclavagisme est tempéré par l'actionnariat populaire : les employés auront le droit de racheter 10 % des actions de la nouvelle société, de s'offrir 10 % du prix de « leurs chaînes ». Généreux, non ?

13. « La privatisation de T.f.1 ne peut qu'entraîner un supplément de création. » C'est le ministre Alain Madelin qui l'affirme. Mais il serait bien



Richard Berry, Evelyne Bouix, Bernard Giraudeau, Pierre Arditi et Suzanne Flon lors de la manifestation des créateurs pour la défense du service public.

en peine de citer un seul exemple au monde de télévision commerciale (c'est sur le mode du commerce que fonctionnent toutes les télévisions privées du monde) qui ait contribué à la création !

14. En 1986 les trois chaînes du service public auront consacré au maximum 20 % de leur budget à la création. Résultat : 437 heures de création. Or, le but de ces chaînes n'est pas la rentabilité. Une chaîne privée, qui courra après les bénéfices, abandonnera toute création (coût : 5 à 6 millions de francs l'heure de programme) pour acheter du « Dallas » au kilomètre (coût : 300 000 francs l'heure). C'est sans doute de cette façon que José Frêches, le conseiller de Jacques Chirac, entend « gagner la guerre des images » !

15. En 1987, la part de la création se réduira encore : la suppression de la taxe sur les magnétoscopes et la baisse de la redevance sur les téléviseurs entraîneront un manque à gagner de 2,2 milliards de francs pour la télévision de service public. Ce chiffre est avancé par le sénateur « centriste » Jean Cluzel. Les directions du Budget et du Trésor, elles, pensent qu'il faudrait augmenter la redevance télé pour compenser ce manque à gagner.

16. Le « trou financier » de 1987 risque d'être encore plus grand : si le législateur suit les suggestions de Jacques Toubon, si les employés de T.f.1, qui souhaitent rester dans le service public (après privatisation), sont recasés sur Antenne 2, la S.f.p. et F.r.3, c'est de 700 à 1 000 suremplois que le service public devra gérer ! Encore au détriment de la création.

17. La future loi, celle qui prétend ne privatiser que T.f.1, porte en elle la mort de tout le service public : la S.f.p., T.d.f., l'I.n.a. ne survivront pas longtemps à la disparition d'un de leurs partenaires obligés. La droite le sait : en frappant d'abord T.f.1, elle a bien l'intention de déstabiliser toute la télévision de service public (à moyen terme) puis de la privatiser (à long terme).

18. La déstabilisation de tout l'audiovisuel de service public est déjà commencée : en organisant la fuite d'un pré-rapport de la Cour des Comptes sur la gestion de T.f.1, F.r.3 et la S.f.p., la droite visait le service public. Jacques Martin, pris dans le collimateur de cette opération, ne s'y est pas trompé : « Je vois dans la publication de ce texte un motif bassement politique. On cherche à déconsidérer une entreprise performante dans l'intention de baisser son prix de vente. » Après T.f.1, en effet, c'est la S.f.p. qui doit passer à la trappe.

19. Le dénigrement est la dernière arme dont dispose la droite : elle n'a apporté aucun argument culturel ou économique qui puisse justifier la privatisation de T.f.1 ; ses arguties idéologiques n'ont convaincu personne. A défaut de pouvoir vendre leur « catéchisme libéral », Léotard et Chirac ont sorti la vieille antienne : quand on veut tuer son chien on dit qu'il a la rage ; quand on veut tuer la télévision de service public on dit qu'elle est mauvaise, mal gérée, partisane, etc.

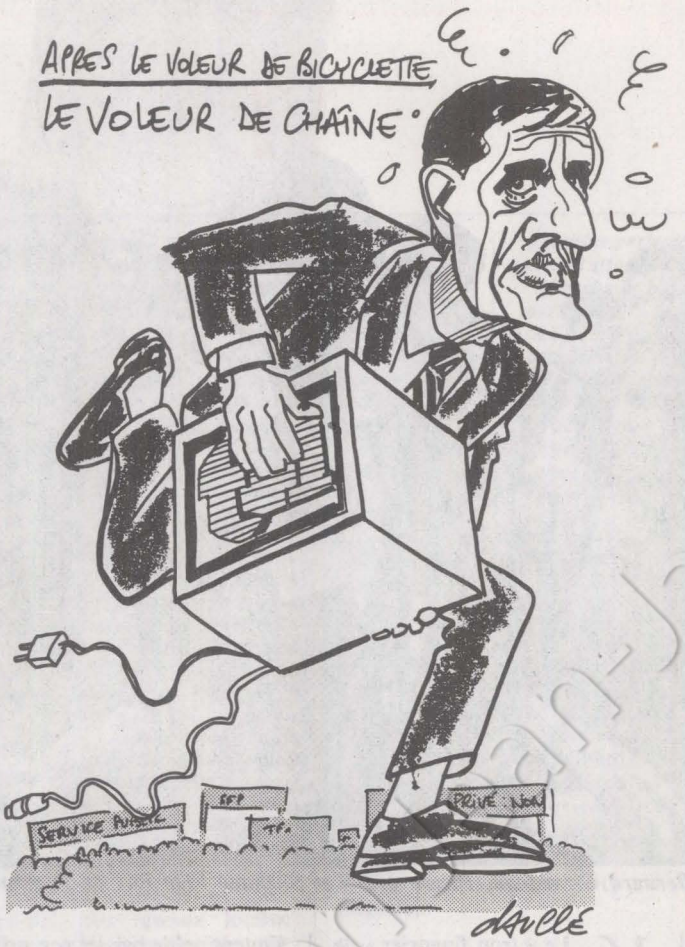
20. Une campagne de dénigrement peut avoir un effet boomerang et se retourner contre ceux qui l'ont lancée. La campagne anti-service public menée par Chirac et Léotard a surtout servi à faire tomber les masques, à révéler les faiblesses, les fantasmes et les méthodes de la droite.

21. Léotard a dit : « Il n'y a pas émulation quand 95 % de la télé appartient au secteur public. » Méthode employée : le mensonge. En fait, un secteur privé (Canal Plus, la « 5 », T.v.6 et la « Sept ») en face d'un secteur public (T.f.1, A.2 et F.r.3) cela fait un système équilibré à l'anglaise. Encore ne faudrait-il pas, comme le fait Léotard, organiser le déséquilibre en empêchant trois des chaînes du secteur privé de se développer, en faisant tout pour les tuer dans l'œuf...

22. Léotard a affirmé que la privatisation de T.f.1 marquerait « la fin des monopoles ». Méthode employée : l'amnésie volontaire. En réalité, le monopole est déjà mort avec la loi sur la communication audiovisuelle en 1982 et sa mort a permis la naissance de trois chaînes de télévision privées. Petit détail : Léotard et ses amis ont voté contre cette loi. Autre petit détail : c'est la droite qui, jusqu'en 1981, et encore à travers la loi de 1974, a imposé et organisé le monopole de la télévision en France.

23. Léotard prétend que l'institution qui remplacera la Haute Autorité sera véritablement indépendante. Méthode employée : le culot. Parce que le mode de désignation des membres de cet organisme permettra à la droite d'avoir 7 personnes (sur 9) entièrement à sa dévotion.

(suite en page 10)



(suite de la page 9)

24. A « l'Heure de Vérité », Léotard a prétendu que la privatisation de T.f.1 agite seulement le microcosme et que la majorité des Français n'est pas troublée. Méthode employée : la prestidigitation verbale. Parce que tous les sondages sont clairs : la majorité des Français est contre la privatisation de T.f.1. Et le dernier sondage en date, réalisé par Ipsos pour « le Point », est sans appel : 56 % des Français sont opposés à la privatisation de T.f.1.

25. Quand Chirac et Léotard affirment que la privatisation de T.f.1 c'est « la solution », on ne peut s'empêcher de penser à « la solution finale ». Hersant, par exemple, est un spécialiste de ce genre de sport. Il n'a racheté le journal « l'Aurore » que pour le vider de son identité et de ses effectifs. S'il rachetait T.f.1...

26. Si c'était Hachette, ce serait la « méthode Europe 1 ». Hachette vient de s'offrir Europe 1. Jean-François Kahn a aussitôt été viré pour « délit d'opinion ». Si Hachette rachetait T.f.1...

27. Rien de ce qu'avance la droite en matière d'audiovisuel n'est crédible. Comment faire confiance à des gens qui, pendant deux mois, nous ont offert le spectacle de leur indécision et de leur incompétence : les ministres se sont affrontés comme des chiffonniers ; personne n'a jamais été d'accord avec personne ; Chirac et Léotard n'ont jamais voulu la même chose ; il n'y a pas eu moins de dix versions de leur projet de loi sur l'audiovisuel... S'ils ont quelque chose de constructif à proposer ils ont bien réussi à le cacher !

28. Par ses déclarations successives et contradictoires, Léotard a prouvé sa méconnaissance totale du dossier audiovisuel. Un jour, par exemple, la « bande à Léo » a envisagé de privatiser les émetteurs de T.d.f. et leurs terrains... qui appartiennent à l'armée ! Un autre jour, elle a voulu supprimer les recettes publicitaires d'Antenne 2 et de F.r.3 : autant mettre la clef sous la porte de ces chaînes au 1er janvier 1987 !

29. Léotard dit n'importe quoi. Au cours de « l'Heure de Vérité », par exemple, il a affirmé que « l'Ami Maupassant », la splendide série de Claude Santelli, démontrait la qualité des émissions faites dans le privé. Manque de chance : cette série-là a été entièrement fabriquée par la S.f.p. ! Un ministre qui dit n'importe quoi peut aussi être un ministre qui fait n'importe quoi...

30. Belle déclaration de Léotard : « L'information, ce n'est pas un service public, c'est une liberté. » Si l'on comprend bien, Jacques Chirac, à Autun, a attaqué publiquement une liberté et a mis en cause son exercice pour les journalistes de T.f.1. C'est ça le libéralisme ? Edifiant, non ?

31. A Autun, Jacques Chirac a affirmé que son gouvernement et la majorité étaient maltraités depuis le 16 mars 1986 par les journalistes de la télévision (suivez mon regard en direction de T.f.1). A la demande de la Haute Autorité, le Service d'observation des programmes a rétabli la vérité : entre le 20 mars et le 18 mai, le gouvernement et la droite ont eu trois fois plus de temps de parole que la gauche ; la règle « un tiers pour le gouvernement, un tiers pour la majorité, un tiers pour l'opposition » étant ainsi bafouée sur les trois chaînes du service public.

Le sondage Ipsos-« Le Point » montre que 51 % des Français désapprouvent l'attitude de Chirac à Autun et que 58 % constatent que l'information à la télévision est plutôt objective (« ni favorable au gouvernement ni favorable à l'opposition »). Vous avez dit fantasmes ?

32. A « l'Heure de Vérité », apostrophé par Albert du Roy, Léotard n'a pas été capable de citer un seul fait où les journalistes de la télévision auraient été « déformateurs et trop systématiquement excessifs » dans leurs commentaires. Il est resté muet.

33. Toujours à « l'Heure de Vérité » Léotard a interrogé : « Qui a été menacé ? » La réponse, selon lui, est personne. Léotard doit être sourd... Pourtant, Jacques Toubon a bien un jour menacé Alain Denvers et Pierre-Luc Séguillon, un autre jour Frédéric Mitterrand et Michel Polac. Jacques Chirac a bien, une fois, menacé le seul Pierre-Luc Séguillon, une autre fois visé l'ensemble des journalistes de T.f.1. Un certain secrétaire d'Etat nommé Descamps s'en est bien pris à T.f.1. Jacques Médecin a bien menacé Marie-France Cubadda d'aller lui « donner une fessée ». Léotard doit avoir des trous de mémoire... C'est bien lui qui a mis en accusation les journalistes de R.f.o., R.f.i. et F.r.3-Corse ; ce qui lui vaut d'ailleurs d'être assigné en justice par le Syndicat national des journalistes.

La palme du genre revient sans conteste à Roger Romani, président du groupe R.p.r. au Sénat : il a accusé Arlette Chabot de T.f.1 de faire « du Sarre et du Jospin »... et a fini par avouer qu'il n'avait pas vu le reportage qu'il incriminait ! Sérieux, ces gens-là... Et crédibles !

34. Le service public de télévision on sait ce que c'est ; malgré ses défauts, il est là pour remplir deux missions essentielles : la liberté d'information et d'expression, la liberté de création. La télévision privée à la mode Léotard-Chirac, on sait ce que ce sera : le degré zéro de la création et une information à la botte d'un clan politique. Adieu la qualité, adieu l'indépendance.

35. Ceux qui veulent brader aujourd'hui T.f.1, puis tout le service public demain, sont aussi prêts à renoncer après-demain aux satellites T.d.f.1 et T.d.f.2 : le sénateur Cluzel, homme de droite très informé s'il en est, s'en est publiquement inquiété. Cela signifie que nous serions condamnés à vivre dans la double dictature des Japonais pour la technologie et des Américains pour les programmes. Merci bien !

36. Si nous ne voulons pas nous laisser spolier, arnaquer, tromper et conditionner par le gouvernement de Chirac et de Léotard, il nous faut défendre « T.f.1-chaîne de service public ». Ce n'est pas un combat d'arrière-garde. C'est une garantie pour l'avenir de notre paysage audiovisuel, pour notre culture, pour notre identité. Une majorité des Français en est convaincue et a commencé à faire front en créant un peu partout à travers le pays des comités de téléspectateurs, des comités « La télé est à vous ». La télé est à nous ! Pas à Léotard, pas à Chirac, pas à Hersant et consorts.

CHEFS D'OEUVRE EN PERIL

PAR PIERRE-YVES POINDRON

Les coupes sombres opérées par le gouvernement dans le budget de la Recherche risquent d'annuler l'effort considérable accompli depuis 1981 pour dynamiser la recherche industrielle.

LAMENTABLE ! Dans la foulée du 49-3, les députés ont entériné à l'aveuglette les sombres coupes pratiquées par la Rue de Rivoli dans le budget recherche. L'avenir du pays s'est joué en quelques minutes en un vote extorqué aux députés, sans débat. Le gouvernement ne saurait mieux démontrer qu'il se livre à une sorte de cabotage budgétaire sans lendemains et de cabotinage médiatique sans grandeur ! Pour satisfaire une partie de sa clientèle que l'avenir de la recherche n'a jamais empêché de dormir, il vient de sacrifier sur l'autel des économies à la petite semaine six milliards de francs dévolus pour moitié, à des autorisation de programme et pour un tiers, à des crédits de paiement. La recherche se trouve ainsi la grande sacrifiée au point que des scientifiques de renommée mondiale ont cru nécessaire, il y a une dizaine de jours, de signer un appel pour alerter l'opinion.

Par nature, la recherche ne peut être soumise à de brusques coups de frein, sinon l'énergie emmagasinée au cours des années passées est bel et bien perdue. En voulant réaliser des « économies » sur le dos de la recherche, le gouvernement gaspille, en fait, et les efforts et les deniers dépensés jusqu'ici. Maladresse ? Non. Choix politique délibéré : on hypothèque le long terme pour des profits à court terme. La recherche n'a jamais été en odeur de sainteté auprès de la droite libérale, pour qui la seule doctrine est la rentabilité sonnante et trébuchante immédiate. Le pari de cette droite est qu'en désengageant l'Etat, les entreprises prendront le relais si on leur donne quelques compensations. Pari inconscient qui n'a, hélas ! rien d'audacieux et qui risque de se révéler un vœu pieux. Si les industriels français avaient une âme de pionniers, cela se saurait. Or, que constate-t-on lorsque l'on compare leurs habitudes en matière de recherche à celles de leurs homologues étrangers ? Que la recherche industrielle française ne représente que 50 milliards de francs contre 416 milliards aux Etats-Unis et 81 milliards en R.f.a. Jean-Pierre Chevènement dans « le Monde » du 28 mai a raison d'écrire que l'engagement de l'Etat est plus que jamais nécessaire si la France veut tenir le choc de la compétition internationale qui n'est jamais tendre pour ceux qui ne vont pas au devant de l'avenir. « Le désengagement de l'Etat de la recherche, écrit-il, c'est, dans la guerre économique mondiale, le désarmement unilatéral ! »

Hélas ! il n'a que trop raison. Les coupes pratiquées par le gouvernement ressemblent étrangement à une démission. Elles font baisser le budget civil de recherche et de développement de 4 % en volume par rapport à celui de l'an dernier. A un moment où le pays remontait la pente depuis 1981. A un moment où il était en passe de rejoindre ses concurrents dans leur effort de recherche. Il est loin le temps où le président de la République faisait du ministre de la Recherche « l'avocat de l'avenir ». Jacques Chirac fait de son actuel ministre un boutiquier gagne-petit, un boutiquier qui n'a plus aucun pouvoir puisque désormais les tutelles sont éclatées entre différents ministères. Souhaitons, avec Hubert Curien, que les coupes de la loi des Finances rectificative ne soient qu'un « à-coup ». « L'essentiel, dit l'ancien ministre, c'est de faire en sorte que le budget 1987 soit établi sur la base du budget 1986 non réduit et non sur le budget révisé. Si c'est un à-coup, c'est dommageable, mais si c'est une rupture de pente, c'est très mauvais. »

Très mauvais, en effet, car on voit mal comment les entreprises prendraient les relais sans aides. Toute la politique d'Hubert Curien visait à dynamiser la recherche industrielle en lui consacrant des crédit fiscaux, en l'associant à la recherche publique. « Or, ce n'est pas le moindre paradoxe, note Jean-Pierre Chevènement, que ce sont précisément les crédits consacrés à la recherche industrielle (ceux de l'Anvar et du fonds de la recherche et de la Technologie) qui sont les plus touchés. » Il n'y a rien dans le collectif budgétaire qui puisse donner le goût de la recherche à nos industriels dont certains l'ont déjà fort peu. Seules, une centaine d'entreprises entretiennent plus de 50 chercheurs. On voit mal, d'ailleurs, des entreprises privées assumer à elles seules de vastes projets comme ceux de la fusée Ariane, le T.g.v. ou même la recherche fondamentale en médecine. Le gouvernement se démasque : il prétend appliquer une politique, il se cramponne à une idéologie. Croire que les lois du marché vont réveiller l'enthousiasme pour la recherche relève d'une vue de l'esprit. La recherche est une aventure qui demande de la volonté. Une aventure où le pays tout entier doit être engagé. Le libéralisme à outrance comme le collectivisme bureaucratique sont les deux écueils qu'il lui faut éviter. La collectivité nationale risque de faire les frais de l'idéologie gouvernementale.

La recherche est un équilibre fragile entre la recherche universitaire, celle des grands organismes et la recherche industrielle. Depuis 1981, cet équilibre avait été conforté grâce à la création d'un ministère, à l'établissement d'un budget et au développement d'une politique digne de ce nom. « L'avenir du futur » est aujourd'hui entre les mains des nostalgiques du passé.



BOURSE: LES "ZINZINS" NE SONT PAS FOUS !

PAR MARC PERRY

Le mini-krach de la semaine dernière a porté un coup sévère aux petits porteurs. Mais ce n'était pas perdu pour tout le monde... Les « zinzins » (z'investisseurs z'institutionnels) n'ayant pas bougé un cil.

XAVIER DUPONT, agent de change et gourou libéral, expliquait, avant le 16 mars que si la Bourse grimpait c'était « que les investisseurs anticipaient sur la victoire des libéraux ». Plus tard, l'augure du Palais-Brongniart, après l'écroulement des valeurs de mi-mai, commentait : « Ils ont tellement anticipé sur la victoire des libéraux, que, c'est normal, les cours ont chuté. » « Vrai ou faux, les faits sont là », aurait-il pu ajouter.

Une manière pour le moins subtile et byzantine de se rattraper aux branches et de tenter, pendant un instant, de méconnaître le public, sa clientèle qui n'a jamais vu dans la fin de la spéculation — qui est appelée là « anticipation » — qu'un moyen de réaliser rapidement de substantiels bénéfices.

En revanche, la spéculation politique appartient bel et bien aux auteurs de pareils délires et à leur thuriféraires, ceux qui ont laissé les cours dégringoler sans broncher. Pour les récupérer à meilleur prix. La poudre aux yeux libérale a encore frappé. Mais pour les petits porteurs qui ont tout lieu d'être des déçus du libéralisme, ça a fait cher le kilo de poudre.

« Des centaines de petits porteurs ont bel et bien perdu leur culotte. Depuis 1982 la Bourse n'a fait qu'augmenter, et les petits investisseurs ont cru que cela ne s'arrêterait jamais. Beaucoup même pensaient que si ça marchait pendant les socialistes il n'y avait aucune raison que ça s'arrête avec Chirac. La semaine dernière ils ont appris que la Bourse c'est également des baisses. C'est vrai qu'ils ont payé très cher leur leçon. »

C'est ce que disait un agent de change, aux alentours du Palais-Brongniart. En quinze jours, l'indice général des actions françaises est passé de son niveau record de 411 à 351, soit une baisse de 15 % en 10 séances, avec, inclus, un mini krach le 26 mai, de 6,7 %. Les principales victimes : 40 sociétés-star, s'offrant pour l'occasion un réajustement de 19 % à 28 % (Euromarché, — 28,3, B.H.V., — 23,8, Matra, — 23,1, Avions Dassault, — 21,9, Cetelem, — 21,6, Crédit Foncier, — 20,3 et tout à l'avenant).

La saignante désillusion des « spéculateurs populaires » laisse « serein » Edouard Balladur qui ne voit dans cette baisse drastique « aucune raison particulière » ; Alain Juppé, le ministre du Budget, loin de s'affoler et, en fin analyste, affirme que le mouvement est « irrationnel, ça va, ça vient, ça se redressera ». Sans doute, mais il y a quand même des explications plus sérieuses.

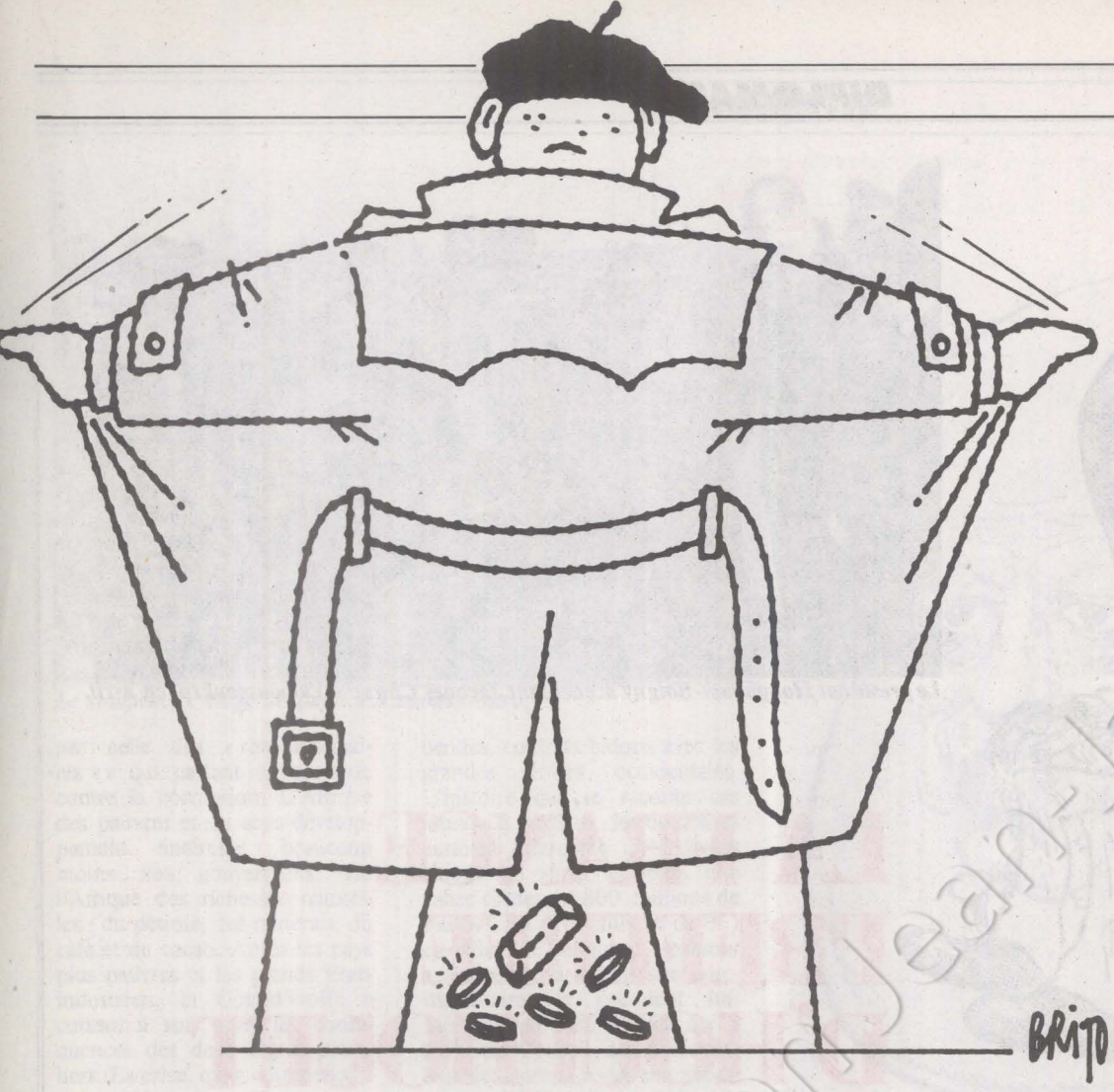
D'abord, et ce n'est pas la moindre raison, le repli des investisseurs étrangers. Ceux-ci, on a tendance à l'oublier, après avoir injecté beaucoup d'argent ces dernières années, peuvent, et c'est ce qu'ils ont fait, prendre leurs bénéfices jugés suffisants et repartir aussi brutalement qu'ils sont arrivés. Depuis le début de l'année, l'indice ayant pris plus de 50 %, peut-être était-ce le moment pour eux de s'orienter vers d'autres places financières, Amsterdam, Londres, Francfort ou New York.

Les déclarations plutôt alarmistes de Balladur sur le mauvais état de la France et celles de Michel Noir sur notre commerce extérieur « catastrophique », ceci jouxté à la patinoire politique que constitue un président de gauche et un Premier ministre de droite, ont probablement fait fleurir des états d'âme aux financiers étrangers. Etats d'âme largement payés de retour par des prises de bénéfices substantielles, avant réajustement.

Généralement, lorsque la tendance va dans le sens d'un krach boursier les « zinzins » (z'investisseurs z'institutionnels en jargon boursier, les banques, les compagnies d'assurance, la Caisse des dépôts), jouent un rôle régulateur, achetant massi-



Pascal Lebrun



vement des actions afin de maintenir leurs cours. Or, cette fois-ci, rien. Peut-on les mal juger ? Jouant le jeu du libéralisme à fond la caisse, il est normal qu'ils aient attendu de plus fortes baisses, pour ne racheter des titres vedettes délaissés par les vendeurs, que plus tard, lorsque leurs cours seront définitivement tombés au plus bas. A ce moment ce sera une bonne affaire...

Prends l'oseille et tire-toi !

Mais les « zinzins » réagissent traditionnellement sur ordre. Ce qui explique la « sérénité » de Balladur, c'est qu'il n'a pas donné d'ordres aux investisseurs institutionnels. Le mini-krach n'est peut-être pas un coup dur pour les amis de Balladur. Une des autres causes est interne à la psychologie boursicoteuse. Tant que Bourse est synonyme d'investissement réaliste, on peut dire que l'équilibre global des cours se fait automatiquement presque naturellement. Par contre, lorsque celle-ci signifie liesse spéculative, ç'a été le cas, l'abondance de liquidités pousse la valeur des actions hors-normes, notamment sur la base des bénéfices espérés. Les opérateurs extrapolant sur la valeur réelle d'un titre, rendent les cotations surréalistes, le jeu prend le pas sur l'investissement. Et à ce jeu, le gagnant est toujours celui qui connaît la règle... du jeu. Pas les petits porteurs.

Petits porteurs dont on ne sait plus où ce qui leur reste comme argent va se diriger. Après une claque magistrale à la Bourse, et voyant le taux de l'épargne passer de 6 à 4,5, on ne voit plus guère que le loto, finalement moins risqué que la Bourse, pour étancher leur soif de gain. La levée de l'anonymat sur l'or, semblerait être une tentative d'incitation en direction des petits porteurs. Cela les confinerait dans un rôle d'investisseurs improductifs et, au fond, pas trop dérangeant. C'est ce que Chirac doit appeler la participation silencieuse.

De toute manière, mai est traditionnellement un mauvais mois boursier. Un vieil adage anglo-saxon dit « in may take your money and go away » (en mai, prends l'oseille et tire toi »).

Le hiatus qui existait entre une Bourse euphorique et la morosité patronale quant aux investissements aurait pu mettre la puce à l'oreille des spéculateurs, les petits notamment. Les professionnels affichent maintenant une sérénité toute retrouvée, affirmant « qu'ils avaient prévu le mouvement » (alors pourquoi ne pas l'avoir dit à leurs clients ?). Malgré tout, une petite angoisse survient. Lorsque les entreprises nationalisées passeront au secteur privé, les petits porteurs (qui sont finalement assez utiles) se dirigeront-ils vers la Bourse, se rappelant amèrement la ruine de mai ?

Pour les gros poissons, pas de problèmes. Les compagnies d'assurances, investisseurs nés, auront des liquidités injectables dans le capital des privatisées. Les financiers étrangers, eux, après leur prise de bénéfice, seront en bonne position également. La « consolidation », comme est appelé pudiquement le krach chez les agents de change et au gouvernement, est une bonne opération, puisqu'elle facilite le reclassement des titres dénationalisables. Mais ces facilités ne sont données qu'aux seuls bénéficiaires de la baisse. Et on voit mal une nouvelle génération de petits porteurs prendre d'assaut les privatisées. Le capitalisme populaire chiraquien est mal parti. Mais peut-être était-ce voulu ? ●

CHRONIQUE DE LA BÊTISE ANNONCÉE

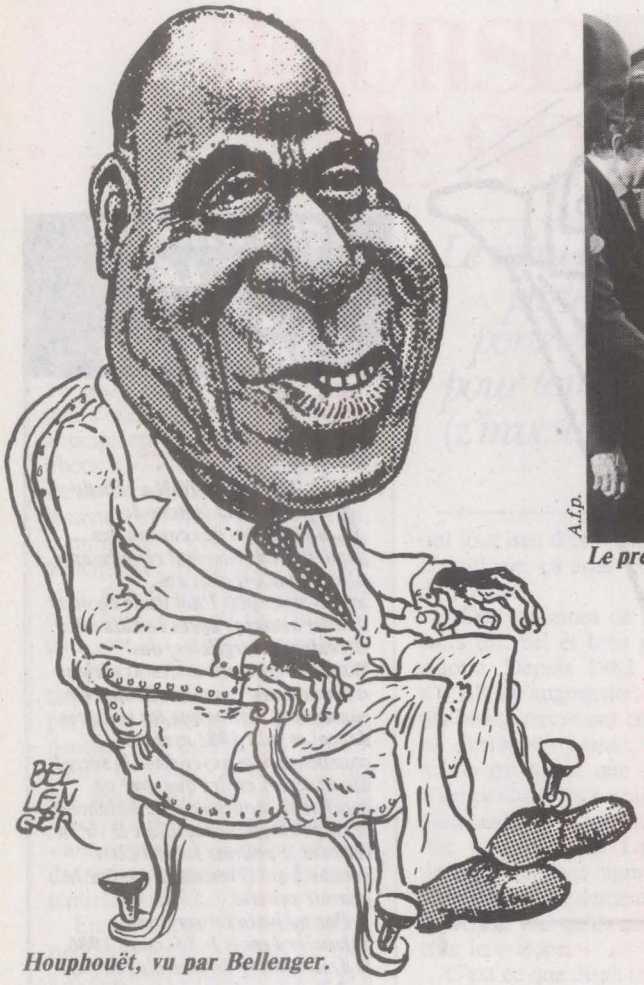
De la discipline...

L'OPPOSITION a cela de bon que la lecture des résultats des cantonales partielles en redevient réjouissante. Ainsi, pendant cinq ans, avions-nous pris l'habitude de nous désoler semaine après semaine des Berezina auvergnates, des Waterloo lorrains et des Trafalgar morvandiaux venus nous rappeler comme par malice que les victoires de mai et juin 1981 avaient commencé à se payer dans le secret des urnes. A croire que, par un capricieux mouvement de balancier, le corps électoral rectifiait le tir en retirant le pouvoir local à cette gauche à qui il venait de confier le pouvoir central.

Par un juste retour dudit balancier depuis le 16 mars 1986, la droite, forte du pouvoir central, se fait grignoter lors des élections partielles. Serions-nous en présence d'une loi organique aussi ancrée et aussi inéluctable que la remontée des saumons vers leur lieu de naissance à l'époque du frai ?

Même chose pour le vote dit républicain. Le pauvre Marchais (il a encore baissé depuis qu'il n'est plus candidat à la candidature) a beau tonner sur la collusion entre la droite et le P.S., dénoncer l'évidente (!) complicité entre François Mitterrand et Jacques Chirac, tenter de démontrer que les valeurs dont le P.c.f. est porteur n'ont rien de commun avec celles du socialisme démocratique – c'est lui qui le dit ! – représenté par le P.S., les électeurs communistes, pas troublés pour autant n'en continuent pas moins à reporter comme un seul homme leur voix sur le candidat socialiste le mieux placé. Ainsi, en dépit d'une consigne d'abstention – un nouvel avatar du « vote révolutionnaire » sans doute – les électeurs communistes de La Châtre (Indre) ont-ils voté sans états d'âme et contribué à élire très confortablement le socialiste René Henriet. Dimanche prochain c'est dans le canton de Montsauche que les électeurs communistes arbitreront. Gageons que la discipline républicaine jouera dans l'ancien fief nivernais de François Mitterrand (conseiller général depuis 1949) là comme ailleurs. Et plutôt mieux !

NICOLE CHAILLOT



Houphouët, vu par Bellenger.



A.fp.

Le président Houphouët-Boigny accueillant Jacques Chirac à Yamoussoukro, en avril.

LA FRANCE PREFEREE D'HOUPHOUET

PAR STEPHEN GERE

(de notre envoyé spécial)

Félix Houphouët-Boigny a profité du voyage éclair de Chirac et Foccart pour faire clairement comprendre quelle France il préférerait. Quant à cette France-là, elle n'a jamais caché quelle Afrique elle aimait : celle de la corruption, des comptes à numéros, des richesses naturelles mises en coupes réglées, des pots-de-vin et du parti unique...

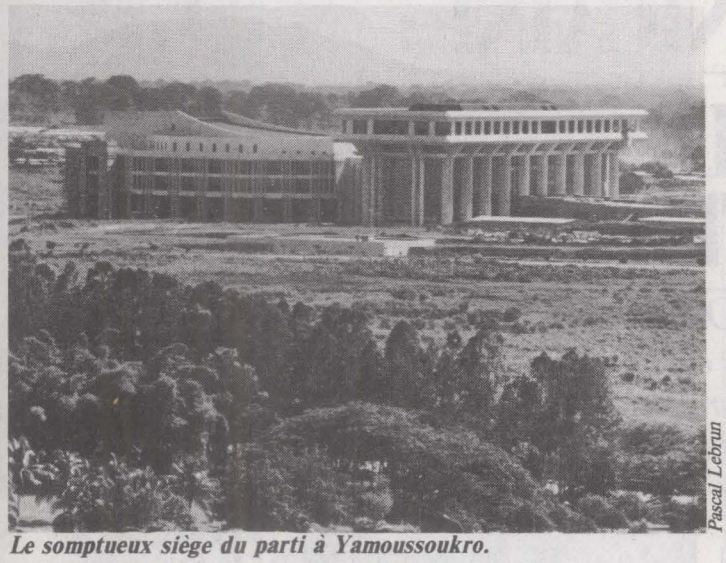
FELIX Houphouët-Boigny porte la main à son front, en visière : le Jet français se présente face à la piste de l'aéroport international de Yamoussoukro, la nouvelle capitale ivoirienne, construite à grands frais sur la terre même du village natal du président. Il fait très chaud, ce 12 avril. Une chaleur à ne pas mettre un homme de plus de quatre-vingts ans sous le soleil. Mais le « vieux sage » veut faire savoir qu'il est encore vert. Félix Houphouët-Boigny a aussi tenu à recevoir lui-même Jacques Chirac, l'héritier institutionnel, sinon spirituel, du gaullisme. Et c'est son vieil ami Jacques Foccart qui lui amène le nouveau Premier ministre de Mitterrand.

Les relations d'Houphouët et du président français furent de tous temps passionnelles. C'est Mitterrand qui a permis au Rassemblement démocratique africain, le R.d.a. d'Houphouët, de s'arracher à la sphère d'influence des communistes français durant la IVe République. Mais le chef d'Etat africain ne pardonnera jamais à François Mitterrand d'avoir été le chef de l'opposition au général De Gaulle. Houphouët n'aime pas les oppositions. Chez lui, comme ailleurs. Mais François Mitterrand est devenu président à son tour. En Afrique, il a toujours évité d'affronter l'incontournable Houphouët. François Mitterrand connaît son Afrique sur le bout des doigts. Ce n'est pas pour rien qu'on l'appelle « Mitterrand l'Africain ».

Depuis quelques temps, les relations se sont nettement refroidies entre l'Elysée et Yamoussoukro. Le président ivoirien reproche-t-il au Français de ne pas lui accorder l'importance qu'il estime être la sienne dans le monde ? C'est Guy Penne, de passage à Yamoussoukro, qui va faire les frais du refroidissement. Venu avec deux projets sous le bras, l'émissaire de François Mitterrand se verra opposer deux fins de non recevoir. Cinglantes. C'était le samedi 5 avril, une semaine avant la visite de Jacques Chirac. La proximité des deux dates est trop flagrante pour qu'on ne songe à une interprétation politique de cette humiliation.

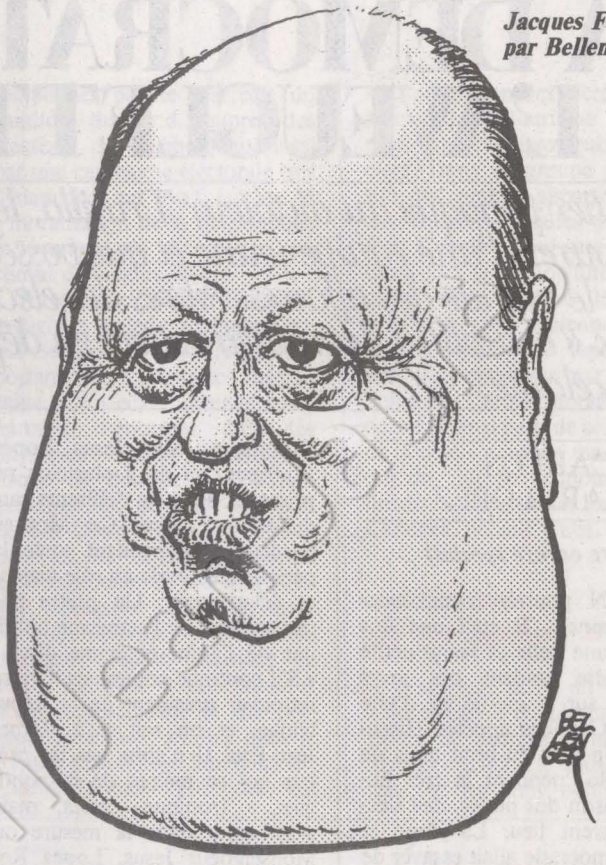
Chirac, accompagné de Michel Aurillac, son ministre de la Coopération, et de Jacques Foccart, son conseiller, ne restera que six heures sur le sol ivoirien. Son hôte le raccompagnera lui-même à minuit et demie à son avion. Juste avant son départ, le chef du gouvernement français donnera une courte conférence de presse. « La prochaine fois que vous venez ici, lui demande un journaliste, serez-vous accueilli par vingt et un coups de canon ? » Rires dans l'assistance. Houphouët, qui a réservé à Chirac l'accueil protocolairement destiné aux chefs d'Etat, fait ostensiblement mine d'applaudir la question. « Comme dirait mon ami Guy Drut, répond Jacques Chirac, il ne faut jamais sauter deux haies à la fois. » Mais non, Jacques Chirac n'est pas encore président de la République française. Peut-être le sera-t-il un jour ? Peut-être aussi ne le sera-t-il pas... En tout cas, Félix Houphouët-Boigny a profité de l'occasion pour faire clairement savoir quelle France il préférait.

Et cette France-là n'a d'ailleurs jamais manqué de dire quelle Afrique elle aimait. Ce n'est pas l'Afrique des capitaines,



Pascal Lebrun

Le somptueux siège du parti à Yamoussoukro.



Jacques Foccart, vu par Bellenger.

pas celle des « révolutionnaires » » qui partent en croisade contre la corruption. L'Afrique des pauvres et du sous-développement intéresse beaucoup moins nos gouvernants que l'Afrique des richesses naturelles : du pétrole, des minerais, du café et du cacao. Après les pays plus pauvres et les grands Etats industriels, la Côte-d'Ivoire a connu, à son tour, les conséquences des deux chocs pétroliers. La crise, qui a commencé à se manifester au début de la décennie, a peu à peu laissé voir les vices du système ivoirien. La prospérité des années qui ont suivi l'indépendance les avait trop bien recouverts.

D'abord, la gabegie. Le président place depuis vingt-cinq ans ses courtisans à la tête de ministères, d'institutions publiques et d'entreprises (la plupart des grandes entreprises appartiennent à l'Etat), qu'ils sont, bien entendu, incapables de diriger. Certes, Houphouët a dû faire des coupes claires sur les conseils de la Banque mondiale. Mais toutes ces organisations doivent encore entretenir à grands frais des organigrammes pléthoriques et des armées d'employés inutiles. Comment pourraient-elles être rentables ?

Mais le pouvoir préfère une économie ubuesque, au risque de voir détourner vers des appétits politiques l'insatisfaction d'une bourgeoisie localement influente. La plaie ouverte du système ivoirien est une corruption qui n'épargne presque personne. La classe dirigeante, issue des couches moyennes de l'administration coloniale, s'est considéralement enrichie depuis l'indépendance. Comment un instituteur français deviendrait-il milliardaire en un quart de siècle ? Ici, tout est bon : pots de vin, prébendes, contrats bidons avec les grandes firmes occidentales. L'histoire qui se raconte ces jours-ci à Abidjan : les douaniers auraient intercepté un individu chargé de sortir du pays une valise contenant 800 millions de francs CFA (16 millions de FF) en billets de banque. Le passeur ayant refusé de trahir son commanditaire, le président lui-même aurait posé la valise sur la table du Conseil des ministres, leur demandant à qui elle appartenait. N'obtenant pas de réponse, Houphouët serait reparti avec sa valise.

L'exemple vient de haut. Comment, en effet, montrer la voie d'une honnêteté sans scrupule, lorsque l'on déclare un beau jour à la télévision : « J'ai fait fortune, j'ai vendu de l'or et j'ai même beaucoup d'argent en Suisse, mais tout le monde a fait la même chose... » Ainsi s'exprime « le vieux sage de l'Afrique »...

D'où vient tout cet argent ? Des richesses dont la nature a doté la Côte-d'Ivoire. Le bois : sur les 16 millions d'hectares laissés par la France à l'indépendance, il en reste aujourd'hui... 3 millions. Le gouvernement n'a fait reboiser que 10 000 hectares. C'est aussi l'argent du café et du cacao, deux cultures implantées par les colonisateurs, qu'Houphouët a eu la bonne idée de développer. Ajoutez-y le coton et les hévéas, vous aurez l'essentiel des ressources d'exportation du pays.

A la tête d'une cabale

Alors, il y a bien sûr la fameuse Caisse de stabilisation. Chargée, en principe, de verser au paysan, lors des mauvaises récoltes, les excédents engrangés pendant les bonnes années, la caisse est à l'image de son siège social en plein cœur d'Abidjan : une tour opaque ! En fait, le paysan ne touche, selon les années, que 30 % à 50 % du cours mondial du café, du cacao et du coton. Où passe la différence ? Elle sert à boucher les trous du budget de l'Etat et à financer « toutes sortes de choses », selon un observateur avisé. Les méchantes langues prétendent qu'elle fut notamment l'origine de la fortune d'Houphouët...

La Côte-d'Ivoire, terre de contrastes : 1,5 million de travailleurs immigrés burkina-bè vivent dans le pays. On dit d'ailleurs ici qu'ils sont les seules personnes à travailler. Mais savez-vous ce que gagne un ouvrier agricole burkina-bè dans les plantations d'hévéas appartenant à Houphouët ? 200 francs par mois !

On comprend dès lors que certaines capitales africaines aient été inquiètes de l'élection de François Mitterrand. Inquiètes et agacées. Au point que Félix Houphouët-Boigny prit lui-même la tête d'une cabale destinée à obtenir la destitution de Jean-Pierre Cot, le ministre de la Coopération. Elle l'obtint. Mais aujourd'hui la France d'Houphouët est de retour...

Elle était à Yamoussoukro l'autre jour. Jacques Chirac n'a pas caché ses intentions africaines. La France va revenir à ses anciennes amours, « l'Afrique francophone », a déclaré, en substance, le Premier ministre. Jacques Foccart a d'ailleurs été rappelé pour cela.

Du coup, tout le monde est rassuré. L'Afrique du Sud, qui ne verra plus le Premier ministre de la France prendre la tête d'une protestation internationale et venir se recueillir devant son ambassade à Paris, à la mémoire d'un jeune poète assassiné. Les chefs d'Etat africains qui ne voient pas d'un très bon œil François Mitterrand chercher une solution pacifique au Mozambique et en Angola.

Mais personne n'est immortel et Matignon prépare dans l'ombre la succession d'Houphouët, sans en référer, bien sûr, au principal intéressé. Il s'agit là encore de placer le meilleur candidat, celui qui saura se montrer le mieux disposé à écouter certaines sirènes françaises. Mais attention ! Les successions véhiculent toujours, et quoi qu'on fasse, leur cortège d'incertitudes... ●

REPUBLIQUE DOMINICAINE :

LA DEMOCRATIE A L'AVEUGLETTE

Héritier politique du dictateur Trujillo, le Dr Balaguer a su s'entourer d'une équipe jeune et qui possède de solides amitiés dans le monde des affaires. Après des élections ambiguës le vieux « caudillo » devrait être sacré en dépit d'une santé chancelante.



PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

(de notre envoyé spécial)

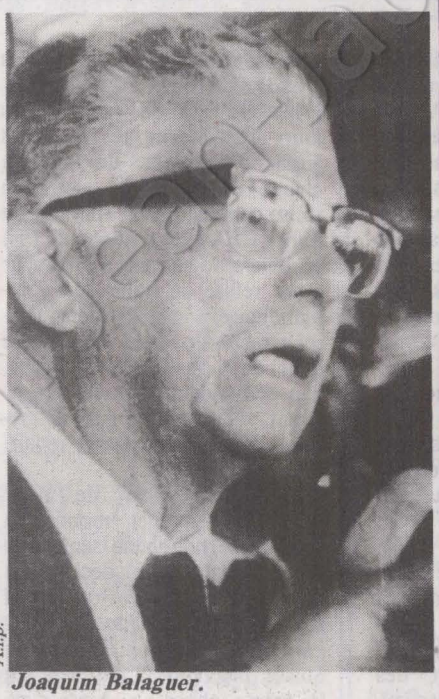
ON pourrait commencer ainsi... Il était une fois une belle et jeune petite démocratie coulant des jours heureux sur la moitié est d'une île des Caraïbes appelée Hispaniola. Un jour du beau mois de mai 1986, pendant la très humide saison des pluies, des élections eurent lieu. La jeune et belle démocratie allait essayer de passer ce cap difficile la tête haute. Il n'en fut rien et la petite démocratie, en panne et déjà fatiguée, s'interroge sérieusement sur son proche avenir.

On pourrait commencer ainsi... mais ça ne serait pas tout à fait juste, ni efficace. D'abord, combien de lecteurs reconnaîtraient dans ce petit tableau le visage de la République Dominicaine ? *(voir carte)*. Ensuite, il faudrait aussi dire que bien que jeune, la démocratie dominicaine n'est pas très, très belle. Si vous avez l'occasion de parler avec des Dominicains, ils pourront vous raconter des histoires sur « cette corruption qui gangrène les institutions publiques », ou vous donner des exemples d'une « répression exercée par des forces de police trop promptes à l'utilisation de la matraque », ou encore ils vous expliquent l'incroyable, mais véridique, aventure de ce petit personnage politique, devenu milliardaire après un passage éclair à la tête d'un ministère quelconque.

La campagne électorale a été l'occasion d'un grand défoulement national. Les arguments politiques ont volé bas, trop bas parfois au point que l'Eglise, par la bouche de son principal représentant, l'archevêque de Saint Domingue, Mgr Jesus Lopez Rodriguez, a dû à plusieurs reprises rappeler les différents candidats à l'ordre. Ce Monseigneur-là joua pendant toute la période électorale un rôle majeur et déterminant. Un prêtre pas très satisfait de l'activisme politique de l'archevêque me disait : « S'il continue comme ça il va se retrouver président de la République, et on sait qu'à Rome, Jean-Paul II n'aime pas les prêtres qui se mêlent de la politique... » Ironique, certes, mais aussi amer dans la mesure où Monseigneur Jesus, Lopez Rodriguez ne semble pas très préoccupé par les problèmes d'ordre social. Et dans un pays où la misère avance inexorablement, cette « absence » se fait sentir... Mais son habileté politique et ses « contacts privilégiés » avec tout ce qui compte à Saint-Domingue, ne lui ont pas suffi à démêler l'énorme imbroglio électoral dans lequel vient d'être plongé ce petit pays de 5 647 977 habitants.

Inquiétante prolifération d'armes

Dix jours après le scrutin du 16 mai, il n'y a toujours pas de vainqueur officiellement déclaré. Le dépouillement des suffrages a été interrompu, et une série de manœuvres, plus ou moins légales, ont terni et compromis l'activité de la très officielle Junte centrale électorale chargée de veiller au bon déroulement des élections. Malgré tout, cette Junte avait pu — avant de cesser ses travaux de dépouillement — donner des résultats, et, à ce moment-là, le candidat du Parti réformiste social-chrétien, Joaquin Balaguer, avait pris un léger avantage sur son principal rival, le « licenciado » Jacobo Majluta,



A.f.p.

Joaquim Balaguer.

candidat du Parti révolutionnaire dominicain. Profitant de l'étroitesse de la « victoire » de Balaguer, Majluta a utilisé toutes les arguties juridiques pour créer la confusion dans laquelle se trouvent plongés aujourd'hui les Dominicains.

Situation difficile et délicate. Des débordements sont possibles et les partisans des deux formations majoritaires (P.r.s.c. et P.r.d.) peuvent vouloir sortir de l'impasse en utilisant des moyens plus expéditifs. Des hommes et des femmes sont morts pendant la campagne électorale. J'ai pu voir pendant mon séjour dans ce pays une inquiétante prolifération d'armes portées par des civils des deux bandes. Une étincelle peut déclencher des violences et jeter les uns contre les autres ces Dominicains qui, pour l'instant, se sont contentés de crier leur « victoire » respective avec passion, certes, mais aussi avec une certaine modération.

Jacobo Majluta ne veut, et ne peut pas, accepter sa défaite. Après avoir imposé sa candidature à son propre parti, le P.r.d. actuellement au gouvernement, il a dépensé des sommes considérables dans une campagne qui devait le mener jusqu'à la tête de l'Etat. Sûr de l'emporter il avait traité avec mépris et superbe les dirigeants de sa propre formation. Majluta avait rompu les attaches de gauche de son parti, membre de l'Internationale socialiste, et n'avait guère aidé les autres candidats du P.r.d. A la tête d'une aile droite « libérale », Majluta n'hésitait pas à défendre



Campagne électorale à Saint-Domingue.

les theses de la libre entreprise, du capitalisme et d'un développement qui prenait exemple dans « les réussites économiques de Taïwan et de Corée du Sud ».

Salvador Jorge Blanco a, d'ores et déjà, pris ses distances d'avec le candidat Majluta. Dans une lettre rendue publique et adressée au malheureux « licenciado », le président signale que : « Le scrutin a été propre, démocratique et exemplaire », coupant court aux accusations de fraude lancées par les partisans de Jacobo Majluta. Jorge Blanco lui conseille en outre « de faire preuve de prudence et d'équanimité dans la défense de (ses) droits ». Une façon polie de lui demander de se tenir tranquille et « de respecter la volonté populaire issue des urnes ».

Avec les deux grands séparés par une poignée de voix (30 000 à 50 000 selon le dépouillement au moment de l'arrêt) un troisième larron pointe son nez. Il s'agit du candidat du Parti de la libération dominicaine (P.l.d.), l'ancien président Juan Bosch. Avec un peu plus de 350 000 voix il devient la troisième force politique du pays et pourrait jouer un rôle de parti charnière dans la future Assemblée parlementaire. Le retour en force du professeur Juan Bosch, — il n'avait réuni que 180 000 voix en 1982 — peut s'expliquer par le discrédit du candidat du P.r.d., auprès des électeurs de gauche mais aussi par une campagne électorale très dynamique qui avait fait de la « moralisation de la vie politique et économique du pays » son cheval de bataille favori.

Il reste que Joaquin Balaguer, aveugle et malade, a obtenu l'appui électoral de secteurs très importants de la société dominicaine. Ce vieux monsieur qui a éprouvé d'énormes difficultés physiques à mener sa campagne risque de devenir le prochain président. Et, pourtant, une partie des Dominicains se souviennent encore de ses précédents gouvernements et de la politique répressive qu'il avait alors conduite. Héritier politique du dictateur Trujillo, assassiné en 1961, Balaguer a su s'entourer d'une équipe jeune et qui possède de solides amitiés dans le monde des affaires. Son colistier, Carlos Morales Troncoso, est présenté comme la véritable éminence grise et on raconte à Saint-Domingue que la fragilité du « doctor » Balaguer pourrait le propulser dans les premières lignes dès que les résultats définitifs seront connus. Il convient donc de s'attarder sur la personnalité de cet homme discret. Carlos Morales Troncoso est un homme d'affaires, tenté récemment par la politique, il a fait une ascension fulgurante dans l'ombre du « doctor ». Il est l'un des principaux actionnaires d'un groupe transnational qui dirige plusieurs entreprises dans toute la région des Caraïbes.

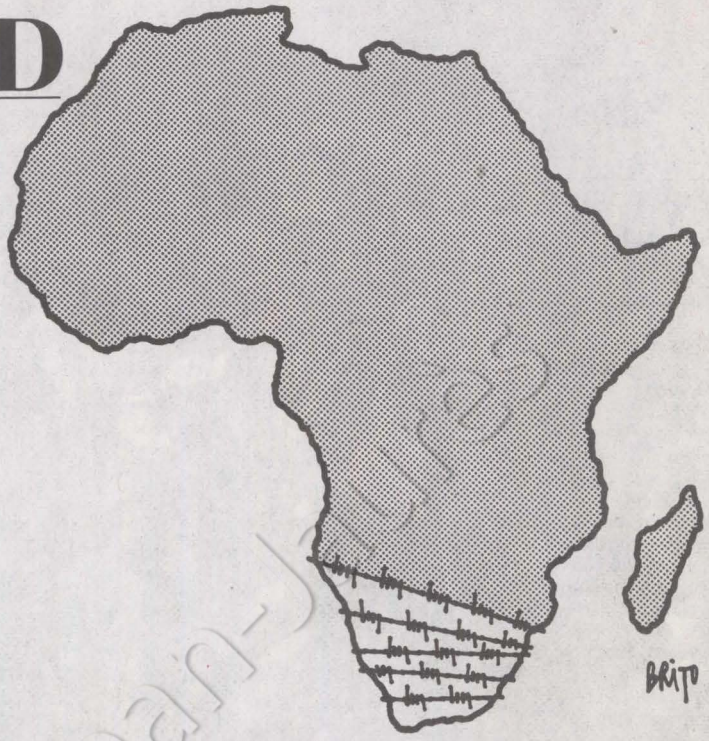
En République Dominicaine, leurs principaux investissements se trouvent dans les sucreries (La Romana), le tourisme et dans plusieurs établissements financiers. Dans ce groupe la majorité des capitaux appartiennent à des Cubains installés à Miami. Ces Cubains, jouissant aujourd'hui de la nationalité américaine, sont devenus les alliés privilégiés de l'ancienne oligarchie dominicaine, représentée, elle, plus nettement par Joaquin Balaguer. Carlos Morales Troncoso fait ainsi parti de ces « frères de la côte » nouvelle manière qui ont des intérêts économiques et financiers dans toutes les îles des Caraïbes, hormis Cuba.

« Libres et propres »

L'archevêque l'a dit et répété « les élections du 16 mai ont été libres et propres », les forces armées ont abondé dans le même sens, et les amis politiques de Jacobo Majluta, avec Peña Gomez en tête, lui ont conseillé de mettre la pédale douce et d'aller à une négociation avec Joaquin Balaguer. L'isolement du candidat du P.r.d. va favoriser l'ascension du Docteur Balaguer. Un gouvernement « d'unité nationale » semble être le rêve caressé par Mgr. Jesus Lopez Rodriguez, par l'armée et même par — dit-on — l'actuel président de la République. Malgré l'entêtement des amis de Majluta qui persistent dans leur action pour obtenir une révision du dépouillement des voix, rien ne semble pouvoir empêcher le sacre du vieux « caudillo » Joaquin Balaguer. Sauf peut-être la maladie. ●



AFRIQUE DU SUD
LA "BONNE CONSCIENCE" DE CHIRAC



Le gouvernement Chirac et sa majorité multiplient les gestes en direction de l'Afrique du Sud. Et cela au moment où la plupart des pays occidentaux prennent encore plus de distances à l'égard du régime de l'apartheid.

PAR JEAN-JACQUES KOURLIANDSKY

Alors que l'Afrique du Sud bombarde ses voisins et s'enfonce « au plus noir de la nuit (1) », Jacques Chirac, Premier ministre de la France, a contesté l'efficacité des sanctions mises en œuvre par ses prédécesseurs socialistes. Elles ne servent, a-t-il déclaré le 22 mai aux journalistes de la presse diplomatique, « qu'à donner bonne conscience aux privilégiés et aux nantis ».

Cette leçon de « realpolitik » tout de même drapée de bons sentiments s'est accompagnée de gestes qui en confirment la portée. Le directeur de cabinet du ministre sud-africain des Affaires étrangères, A.L. Manley, a été reçu à deux reprises. L'ambassadeur de France, rappelé à Paris en juillet dernier par Laurent Fabius, a rejoint Pretoria le 9 mai. Et à la demande de la majorité R.p.r.-U.d.f., l'Assemblée nationale vient de reconstituer un groupe d'amitié parlementaire avec l'Afrique du Sud. Enfin, « last but not least », Jacques Chirac a fait savoir qu'il se préparait à accueillir Pieter Botha, sans état d'âme, « la France » ayant « déjà reçu des gens qui ne respectent pas les droits de l'homme » (sic).

Au même moment le Canada rappelait son ambassadeur, l'Argentine rompait ses relations diplomatiques et le Danemark décidait la suspension de ses relations commerciales, quant aux Etats-Unis, ils expulsaient le conseiller militaire de l'Afrique du Sud à Washington.

Ce choix, à contre-courant, Jacques Chirac et sa cellule diplomatique de luxe convoquée par François Bujon de l'Estang le justifient au nom d'une morale soucieuse d'efficacité. L'apartheid est « inacceptable » ; pour en finir il faut utiliser tous les canaux de communication avec Pretoria et faire passer le message. D'autant plus, ajoute le Premier ministre que si les sanctions « nous mettent en paix avec notre conscience (...) elles pèsent sur la population noire ».



A.f.p.

A Kwandebele, une femme saute d'un camion pour échapper au gaz lacrymogène.

Cette timidité, ces scrupules, étonnent de la part d'un chef de gouvernement attentif à pourchasser les chefs d'orchestre du « terrorisme international ». Nul n'ignorait en effet, le 22 mai, date à laquelle Jacques Chirac a tenu les propos lénifiants que l'on sait, que les forces armées sud-africaines avaient le 19 brutalement violé la souveraineté de trois Etats membres des Nations unies, le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe, provoquant la mort de nombreux civils innocents. L'appréciation portée par le Premier ministre sur les retombées des sanctions laisse perplexe. Quant on voit la détermination actuelle de la jeunesse noire sud-africaine, prête à tout supporter, prête à la haine, par désespoir, faute d'issue politique crédible, cela, non seulement les Noirs le disent mais les observateurs le rapportent, et un sondage d'opinion en a mesuré l'ampleur. Bien avant le 22 mai. Ici encore on ne comprend pas.

Aurions-nous décidément la droite la plus aveugle du monde ? A l'heure où les milieux financiers internationaux demandent à Pretoria de faire de sérieuses concessions politiques, d'engager des pourparlers avec l'A.n.c. en vue de préserver ce qui peut l'être, Jacques Soustelle ancien gouverneur général de l'Algérie et actuel ami du dictateur Stroessner, avec ses amis sud-africains ironise sur « l'agitation clownesque » de Laurent Fabius et de Jack Lang venus à la rencontre de Desmond Tutu et des opposants à l'apartheid. A l'heure où beaucoup de chefs d'entreprise sud-africains s'interrogent, les conseillers commerciaux du gouvernement français organisaient, à Lyon et à Paris le programme du ministre sud-africain de l'industrie Dawie de Villiers.

Curieuse conception de la morale... et de ses intérêts, investis à fonds perdus : tous ces gestes sont vains. La mission « bons offices » du Commonwealth a jeté l'éponge après les bombardements du 19 mai sur trois pays de la ligne de front. Quant au réformisme graduel, ayant la faveur de la cellule de Jacques Chirac, d'ores et déjà dépassé par la dynamique des mobilisations et des esprits, il en serait qui plus est question, au mois d'août, à l'occasion du congrès fédéral du parti national, parti du gouvernement. D'ici là la dérive tragique que l'on a connue ailleurs aura sans doute eu l'occasion de s'épanouir.

Il n'y manque plus qu'une « O.a.s. » puisant forces et troupes chez ceux qui ont le plus à perdre, les petits Blancs, et la montée en puissance d'une opposition noire radicalement antiblanche. Toutes choses que les manifestations du mouvement de résistance afrikaner à Pietersburg et les affrontements sanglants de Crossroads, près du Cap, entre « fathers » (collaborateurs) et « comrades » (résistants), ces derniers jours, permettent de deviner.

Autant de raisons d'appuyer ceux qui pensent aujourd'hui que seule la « bonne conscience » est réaliste. Et de rappeler, le 14 juin à la Bastille, avec « S.o.s.-Racisme » et le 15, dans l'île aux esclaves de Gorée, au Sénégal, avec les élus de la F.m.v.j., réunis autour de Pierre Mauroy, Danielle Mitterrand, Bernard Stasi et René Drouin, que « science sans conscience n'est que ruine de l'âme ». Le 16 juin, c'est le dixième anniversaire des événements de Soweto...

(1) Roman d'André Brink.

AUTRICHE : LA DENAZIFICATION N'A JAMAIS EU LIEU

PAR FABIAN GASTELLIER

L'Autriche s'apprête à plébisciter un président de la République au passé nazi avéré. Les Autrichiens n'ont pas fini de se persuader qu'ils n'ont jamais été des bourreaux. Axel Corti, auteur d'un beau film sur ce thème « Welcome in Vienna » parle de sa très schizophrène patrie.

IL en va souvent ainsi au Festival de Cannes. Pour peu que l'on s'éloigne des sentiers battus de la sélection officielle et que l'on arpente les couloirs plus secrets des sections parallèles, on risque de tomber sur la perle rare, de dénicher la petite merveille, le film qui vous chavire l'âme et l'œil. Cette année, pêchée dans la programmation de « Un certain regard », la petite merveille venait d'Autriche. Et c'est bien l'un des films les plus actuels qui nous ait été donné à voir depuis longtemps. (1)

Film fort et sensible, film en noir et blanc, aux couleurs des années — grises — qu'il raconte, « Welcome in Vienna », d'Axel Corti, est le troisième film d'une trilogie sur l'émigration des juifs durant les années qui ont précédé la Seconde Guerre mondiale. Ecrit et réalisé en collaboration avec Gorg Stefan Troller, juif autrichien forcé à l'exil par la montée du nazisme et qui s'engagea dans l'armée américaine, il relate avec tendresse et amertume le retour au pays de ces victimes d'hier devenues G.I.'S et qui n'ont d'autre désir que de renouer avec leur culture, leurs amis, leur patrie enfin « libérée ». Mais dans le décor délabré d'un monde en ruines où le marché noir et la prostitution fleurissent à chaque coin de rue, leurs illusions vont s'effondrer comme un château de cartes.

Ce qu'ils découvrent ? Que la C.i.a. ne répugne pas à recruter d'anciens dignitaires nazis, que les vieux démons de l'antisémitisme, loin d'avoir été balayés avec la défaite du Reich, sont en train de refaire surface. Enfin, que les Américains, à l'heure où ils comptent leurs morts, les tiennent en partie pour responsables de la boucherie où ils sont allés périr.

Aujourd'hui où l'Autriche s'apprête à plébisciter un président de la République au passé plus que trouble en faisant fi, comme par provocation, des protestations émises par diverses organisations juives et par la nation israélienne elle-même, le film d'Axel Corti apporte un témoignage des plus précieux et des plus terribles. L'Autriche de Waldheim ressemble comme une sœur à l'Autriche de l'Anschluss. Le ventre n'a jamais cessé d'être fécond.

— « L'UNITE » : Vienne 1945. Vienne 1986 : à travers ce que dévoile « Welcome in Vienna », on a l'impression que rien n'a changé. Que le climat nauséeux de l'Autriche actuelle est le climat de l'Autriche de toujours...

— AXEL CORTI : Je crois qu'un jour il faut accepter de regarder la réalité en face. On ne peut pas survivre en repoussant perpétuellement l'enfer dans l'inconscient. De même, on ne peut pas survivre en se persuadant que l'enfer, c'est obligatoirement et seulement les autres.

L'Autriche s'est débarrassée à la vitesse de l'éclair des sombres années du nazisme. En 1945, ce fut le grand cri, l'unanimité : on est libéré. Bon. Passons à autre chose. Cela signifiait : les affreux sont partis puisque les affreux étaient les occupants. Cette contre-vérité a encore été accentuée par la Conférence de Moscou où les Autrichiens ont été considérés comme des victimes. L'Anschluss leur est tombée dessus, ils n'ont eu qu'à subir.

Là se nouent les racines d'une confusion dont nous ne sommes pas encore sortis. Car si l'Autriche a bel et bien été envahie par des troupes armées, peu d'Autrichiens se sont levés contre l'envahisseur ! Schuschnigg — qui n'avait rien à voir avec Hitler, entendons-nous bien — c'était quand même le chancelier idéal pour préparer un régime nazi...

— D'une certaine façon, vous avouez : plus nazi que nous, tu meurs !

(suite en page 20)



« Welcome in Vienna » d'Axel Corti.



Meeting de Kurt Waldheim.

(suite de la page 19)

— Dans les premières années du national-socialisme, en Allemagne, vous trouvez environ 7 % de la population au parti. En Autriche, c'était 10 % ! Après la mort de Dollfuss, en 1934, ces gens-là ont filé dans la S.s. Et beaucoup ont obtenu des postes clés, notamment dans les camps d'extermination. Höss à Auschwitz, Stangl à Treblinka étaient Autrichiens. Eichmann était Autrichien, Heydrich également. Et je ne parle pas d'Hitler lui-même, né en Haute-Autriche, mais dont la « carrière » a été exclusivement allemande...

— Mais la « dénazification » ?

— L'Autriche ne l'a pas connue de l'intérieur. On s'est contenté de gestes symboliques, souvent ridicules. Encore une fois : sus aux Allemands ! Tenez, un exemple : ma grand-mère était Berlinoise. En 1945, elle se trouvait en prison à Vienne pour avoir écouté la radio anglaise. Eh bien après le 8 mai, on l'a reconduite à la frontière sous prétexte qu'elle était Allemande ! Les Autrichiens ont fini par se persuader qu'ils n'avaient jamais été des bourreaux. L'Autriche, sur ce plan, est un pays schizophrène.

Qui plus est, nous n'avons pas connu de courant intellectuel pouvant aider à la remise en question, à l'auto-analyse, comme les Allemands ont pu le faire dans les années soixante. Un Heinrich Böll, chez nous, on ne sait pas ce que c'est. Et notre cinéma n'a abordé la guerre qu'en présentant l'Autrichien comme un brave soldat Schweik.

Cela dit, nous ne sommes pas un cas isolé : prenez l'Allemagne de l'Est. Il n'y a eu là-bas aucune réelle dénazification. Dans cette armée, bien des gradés ne sont pas blanc-bleu... Et puis la dénazification, cela signifie quoi au juste lorsqu'on sait que les Etats-Unis se sont servis des Nazis ; qu'ils les ont recrutés pour lutter contre le communisme ? Ça aussi, on aura mis du temps à le percer à jour !

— Mais tous les nazis autrichiens ne sont pas devenus agents secrets de la C.i.a. ! Où sont-ils passés ?

— En 1949-1950, figurez-vous qu'ils se sont disséminés à l'intérieur des partis politiques officiels. Et ne nous leurrons pas : on leur a ouvert les bras ! Bien des Autrichiens au passé « trouble » ont même investi les rangs du Parti socialiste pour s'abriter.

Voyez-vous : le tissu politique autrichien est des plus complexes. Bruno Kreisky est de gauche, et pourtant, alors qu'il était à la tête de l'Etat, il a conclu un accord avec le chef du Parti populiste, qui est quelqu'un de dix mille fois pire que Waldheim ! Lui a fait partie de la S.s. et était spécialisé dans la déportation et l'extermination en Ukraine ! Ils ont infiltré les réseaux traditionnels et c'est ainsi qu'ils constituent une réelle menace. Les quelques 0,5 % de néo-nazis avoués, eux, ne sont pas dangereux.

— Vous expliquez cela comment ? Par la force de l'antisémitisme en Autriche ?

— Entre autres. L'antisémitisme en Autriche, c'est comme un tapis sur lequel vous marchez depuis toujours. Alors, bien sûr, par endroits, il y a des bosses : on a glissé toute la boue, toute l'horreur sous le tapis... C'est cynique de dire cela en ces termes, mais en Autriche c'est normal. C'est un état des choses qui remonte loin, dans le vieil antisémitisme catholique. C'est comme une pâte dont on ne se nettoie pas. Bien des Autrichiens simples, pas des Nazis, ont traité les juifs qui avaient eu la chance inespérée de s'enfuir de « planqués ». Oui, de planqués ! C'est ça, la haine.

— Et comment votre film a-t-il été reçu en Autriche ?

— Très curieusement : par le silence. Or, chez moi, j'ai une certaine notoriété, on parle toujours de ce que je fais. Là : rien. En revanche, la presse allemande dans son ensemble s'est déplacée pour voir « Welcome in Vienna » et l'a bien accueilli. Mais l'Autriche a peur de savoir. Car savoir fait toujours mal. Le poète Franz Werfel a dit : « Tout ce qui arrive dans cette vie arrive par peur de la douleur. » Il était juif. Et Autrichien. ●

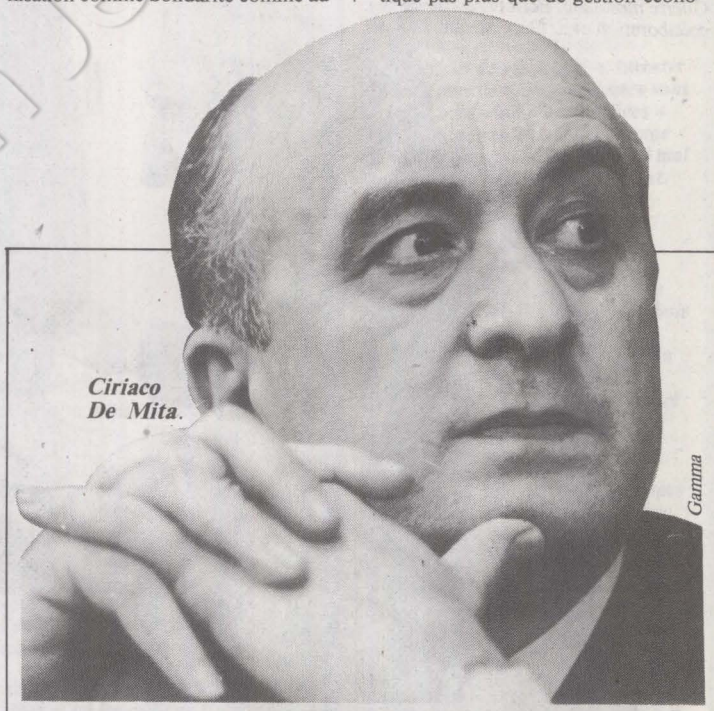
(1) *« Welcome in Vienna » ne devrait pas tarder à sortir sur les écrans français.*

POLOGNE

Répression intérieure et normalisation extérieure

Les flics de Jaruzelski l'ont finalement cueilli... Mais pouvait-il en être autrement, tôt ou tard, quand Zbigniew Bujak, chef d'orchestre clandestin des réseaux souterrains de « Solidarnosc », le bien-nommé Robin des Bois, leur filait outrageusement entre les doigts depuis quatre ans et demi ? Certes, le coup est dur pour l'admirable résistance polonaise et la prise sans pareille pour la créature des Soviétiques ; Bujak était un symbole d'invincibilité, au charisme quasi semblable à celui de Walesa, et le « moral » est essentiel à une organisation comme Solidarité comme au romantisme de ce peuple. Ne tombe-t-on pas cependant dans l'exagération médiatique en parlant de « décapitation » ? Car si Bujak était, entre autres, l'inspirateur et la cheville ouvrière de ces éditions clandestines du syndicat — qui parviennent à diffuser quelque 200 000 publications par semaine à la barbe de la police — pourquoi ces structures enracinées de réplique vitale et permanente à la dictature, reposant sur de multiples dévouements, ne poursuivraient-elles pas leur tâche ? Nul doute que le « doublage » prévu de Bujak, aussi difficile soit-il, sera assuré comme il l'a été pour d'autres responsables dans le passé.

Il est vrai que le pouvoir, à un mois du prochain Congrès du Parti communiste, peut paraître dans une phase relative de réussite. N'est-il pas parvenu à rééchelonner avec l'Occident sa considérable dette extérieure et à négocier enfin l'aide du F.m.i. ... Les Américains n'y posant plus d'ailleurs aucune condition politique pas plus que de gestion économique ?



Ciriaco De Mita.

Gamma

ITALIE

Le retour de la « baleine blanche »

(de notre correspondant, à Rome)

Avec le triomphe du leader de la Démocratie chrétienne reconfirmé à la tête de son parti par plus de 75 % des délégués, on assiste à un retour en force de la « baleine blanche » sur la scène politique italienne. Une scène qu'elle n'avait d'ailleurs jamais complètement quittée, mais dont le reflux électoral du début des années quatre-vingt lui avait fait perdre la présidence du conseil. Nous sommes loin de l'atmosphère déprimée qui avait marqué son précédent congrès en 1984, et qui nous avait montré un Ciriaco De Mita défait et sur le point de donner sa démission après l'échec cuisant des élections régionales. L'ensemble de la D.c. vivait alors dans la terreur du « surpasso » — autrement dit, d'être dépassé



Le général Jaruzelski, vu par Coureuil.

mique. Fort de cette « normalisation » extérieure, Jaruzelski a désormais les mains beaucoup plus libres pour l'effectuer à l'intérieur. C'est ainsi qu'une répression déjà féroce a pu s'intensifier encore. Outre les deux personnalités arrêtées en même temps que Bujak, la plupart des grandes figures de la clandestinité, comme Bogdan Liss, sont maintenant sous les verrous (quoique remplacées à leur poste). Non seulement les instances policières n'hésitent pas à mettre en danger la vie de détenus réputés, comme Wladyslav Frasyniuk, férocement battu, ou l'éditeur Bielecki, en interminable grève de la faim pour obtenir un statut de prisonnier politique, mais une terreur moins visible, marquée cependant d'assassinats, est devenue permanente dans les petites villes de province. « Les autorités n'ont rien de plus que la répression, ni le soutien de la population, ni de programme pour sortir de la crise » constate justement Walesa après la chute de Bujak.

De fait, la situation, ou plutôt le calvaire économique qui avait tendance à empirer, s'est singulièrement aggravée depuis Tchernobyl — autre cadeau soviétique ! A un pouvoir d'achat déclinant (37 % de hausse des produits de base en un an) qui a mené un tiers des Polonais au seuil du « minimum social », voire dans la misère, à un taux d'inflation et à un

Sipa-presse



Zbigniew Bujak.

endettement d'ampleur latino-américains, Tchernobyl a ajouté la fermeture à l'exportation — grave pour la facture de l'endettement — des produits agricoles polonais pollués. Dans le même temps toute distribution de lait et de légumes était interdite dans le pays touchant durement les petits.

Certes, soumise comme la population à des conditions devenues souvent intenables — à l'exception de la « Nomenclatura » — « Solidarité » a sans doute passablement réduit ses manifestations apparentes ; mais non son esprit de combativité : « Il s'agit toujours dit un porte-parole, de résister pour attendre le moment qui viendra un jour. » Non sans le ballon d'oxygène du soutien de l'opinion occidentale. « Or si, de ce côté, la sensibilité populaire se maintient « Solidarité » regrette que les classes politiques semblent bien moins mesurer aujourd'hui l'enjeu de sa lutte. A noter qu'en France, le gouvernement issu du 16 mars n'a encore jamais pris clairement position concernant Jaruzelski.

Quel démocrate par contre ne se sentirait pas directement concerné par la menace de dix ans de prison minimum qui pèse sur Bujak pour « action visant à renverser le régime ». Jaruzelski peut dès lors jouer les magnanimes en proposant sa « compréhension » à ceux qui cesseront le combat : quelle résignation leur offre-t-il sinon celle de la honte et du désespoir ?

J.L.

électoralement — par le P.c.i.

Pour tromper leur angoisse, les chefs de fraction se livraient aux délices de la guerre des courants et des renversements d'alliance qui avaient parfois un effet douloureux sur la majorité parlementaire régulièrement prise sous les feux croisés de l'opposition et des francs-tireurs. Mais, en deux ans, le Parti communiste italien a brûlé peu à peu toutes ses cartouches sans obtenir d'autres résultats que de lasser un réservoir électoral pourtant bien disposé à son égard. Avec la dilution de l'effet Berlinguer, le plus grand Parti communiste d'Europe occidentale a dû réviser ses prétentions électorales à la baisse. La ligne sinueuse, flottante et pour tout dire opportuniste définie par Alessandro Natta lors du récent congrès du Parti communiste a laissé à la D.c. le champ libre pour reprendre les initiatives.

C'est un super De Mita, regonflé à bloc, qui est donc arrivé au Congrès. Avec un art politique consommé, il a joué du symbolique éloignement du gouvernement depuis la présidence socialiste, pour réapparaître comme un parti nouveau qui a la volonté de reprendre en main les affaires de la nation, pratiquement laissées en gérance. Dès l'ouverture du Congrès, De Mita a pris date en annonçant un réformisme, pour une future société guidée sur des bases nouvelles, dans un cadre institutionnel plus rationnel. Autant de déclarations fumeuses qui ne s'appuient sur aucun programme défini, mais qui, relayées par la puissante presse libérale, suffisent à créer l'illusion d'un événement politique. Au moment où la Bourse italienne flambe, l'effet d'annonciation de la profession de foi libérale, arrosée d'eau bénite — c'est-à-dire avec une bonne parole en direction des exclus de la fièvre capitaliste — veut replacer la D.c. au centre du dispositif politique et économique italien.

Une place actuellement occupée par l'indéboulonnable Bettino Craxi, qui tient la scène politique depuis maintenant trois ans. Un allié extrêmement embarrassant mais incontournable du moment que le leader de la D.c. a choisi de jouer la carte libérale — mais avait-il d'autre choix sans courir le risque de désintégrer son parti ! — rayant d'un trait de plume les avances faites par Natta à l'occasion du dernier congrès du Parti communiste.

Il ne suffit cependant pas à De Mita d'avoir le vent libéral en poupe pour assurer à la D.c. le fauteuil de la présidence du conseil, lieu symbolique du pouvoir. Car c'est bien de symbolique du pouvoir, cet élément déterminant en politique, qu'il s'agit. Il ne suffit pas que les ministres démocrates-chrétiens occupent des postes clés comme les Affaires étrangères, l'Economie ou l'Education nationale. Il faut que la puissance politique soit visible. Ce qui fait défaut à De Mita c'est une échéance électorale au niveau national qui confirmerait la D.c. dans sa position de parti de majorité relative. Cet instrument symbolique, légitimerait alors le déclenchement d'une crise de gouvernement en vue d'une investiture démocrate-chrétienne. Mais hélas, la Démocratie chrétienne n'a à se mettre sous la dent que des élections régionales circonscrites à la Sicile. Et même si elle fait un bon score, compte tenu de la situation politique particulière qui règne sur l'île, il lui sera difficile de se prévaloir de ses résultats pour monter à l'assaut du Palazzo Chigi. Et puis, surtout, les Italiens sont assez satisfaits de voir un homme comme Bettino Craxi s'opposer au contrôle politique total de la Démocratie chrétienne. Une « coexistence institutionnelle à l'italienne » en quelque sorte !...

MICHEL MATHIEU

ISRAEL

Raison d'Etat ou justice ?

Les Etats de droit sont fragiles, et particulièrement Israël, démocratie dépourvue de toute Constitution écrite et confrontée, au surplus, à un terrorisme permanent. L'« Union sacrée » ressoudée du gouvernement israélien pour éviter le scandale « historique » dans lequel le patron du sacro-saint Shinbet (service prestigieux du contre-espionnage) était impliqué ne l'aura peut-être que provisoirement repoussé. L'enquête qu'avait courageusement imposée au gouvernement, du fait de ses pouvoirs exceptionnels, le procureur d'Etat Itzhak Zamir, sur le chef du Shinbet, risquait en effet de faire de sérieuses vagues. Non seulement ce personnage numéro 1 était accusé d'avoir fait abattre de sang froid deux terroristes palestiniens arrêtés vivants et d'avoir fait obstruction par des faux à la justice, mais l'affaire aurait mis en cause, selon la presse israélienne et Shamir — Premier ministre à l'époque — qui l'aurait couverte — et Pérès qui, mis au courant se serait tu.

Le scandale est momentanément mis sous le boisseau par le limogeage en douceur et avec son accord de Zamir et son remplacement par le juge Yossef Kharish qui a demandé du temps pour reprendre le dossier. Mais celui-ci, comme son prédécesseur, ne semble pas devoir accepter toute tentative gouvernementale de réduction de sa charge, seule garantie en effet de l'indépendance du judiciaire vis-à-vis du pouvoir. Des rebondissements sont donc possibles en dépit du sentiment semble-t-il majoritaire en Israël — traumatisé par le terrorisme quotidien — de refuser toute enquête sur les services de sécurité. La raison d'Etat prévaudra-t-elle dans ces conditions sur la justice ? Qui reste cependant à établir.

J.L.

AEROBIC POUR CELLULES CEREBRALES

Un cerveau opérationnel toute sa vie, c'est possible ! Le jeune Institut de recherche sur la prévention du vieillissement cérébral (I.n.r.p.v.c.) dirigé par Monique Le Poncin-Lafitte, a mis en place voilà un an une méthode de... travaux pratiques. Primitivement destinée aux personnes âgées, voilà qu'aujourd'hui tout le monde s'y met !

PAR FRANÇOISE LORIOL

AUJOURD'HUI à l'I.n.r.p.v.c. cours du soir pour les neurones. Peu de retraités qui viennent en nombre, de préférence dans la journée, mais des adultes dans le monde du travail. Chacun s'installe autour des tables. Pour une heure. Très vite le silence règne quand il est expliqué que tour à tour, ici, on va faire travailler les divers types de mémoire : mémoire visuelle, auditive, associative, spatiale, etc. Qu'ils aient 60 ans, 45 ans ou 30 ans, tous sont venus dans ce but : remédier à des troubles mnésiques « phénomènes parasites — interprétés comme majeurs et inquiétants — alors qu'en fait ils ne sont que mineurs et rééducables par une hygiène cérébrale », comme l'explique Mme Le Poncin-Lafitte qui a imaginé et mis en place cette méthode d'activation, tirée de la recherche fondamentale en neurophysiologie.

Une méthode à laquelle on croit : ainsi cette biochimiste de 40 ans qui a du mal à synthétiser, s'inquiète : « Dans la recherche, si on perd pied, on perd tout ! » Rodolphe, 35 ans, employé de banque qui a été alerté par de fréquents manques de vigilance dans des bureaux « où tout est informatisé »... « les choses m'échappent... même hors du travail d'ailleurs... ». Et puis Jean, infirmier-panseur dans un bloc opératoire qui doit manier ou « faire passer très vite plus de 50 petits instruments tous numérotés », ce qui demande promptitude et vivacité d'esprit.

Martine, 28 ans, comptable, veut reprendre des études interrompues avec un maximum de chance, et puis voici l'étudiante qui se désole « d'avoir à travailler deux fois plus que les autres » ! Sans compter les plus âgés avec leurs plaintes stéréotypées : « J'oublie le nom des gens, des choses, la moitié des commissions... etc. » Enfin, une douzaine de personnes. La première fois certaines s'interrogent : « Faut-il avoir fait des études, faut-il se creuser la tête, prendre son temps, répondre vite, et les mots croisés est-ce une bonne habitude ?... » Le psychologue est là pour rassurer, expliquer, guider et dire surtout qu'ils vont vite constater que, quelles que soient leurs activités, ce sont toujours les mêmes circuits qui fonctionnent et « le même petit clac-clac-clac » qui laisse en friche d'innombrables autres réseaux de ce cerveau complexe.

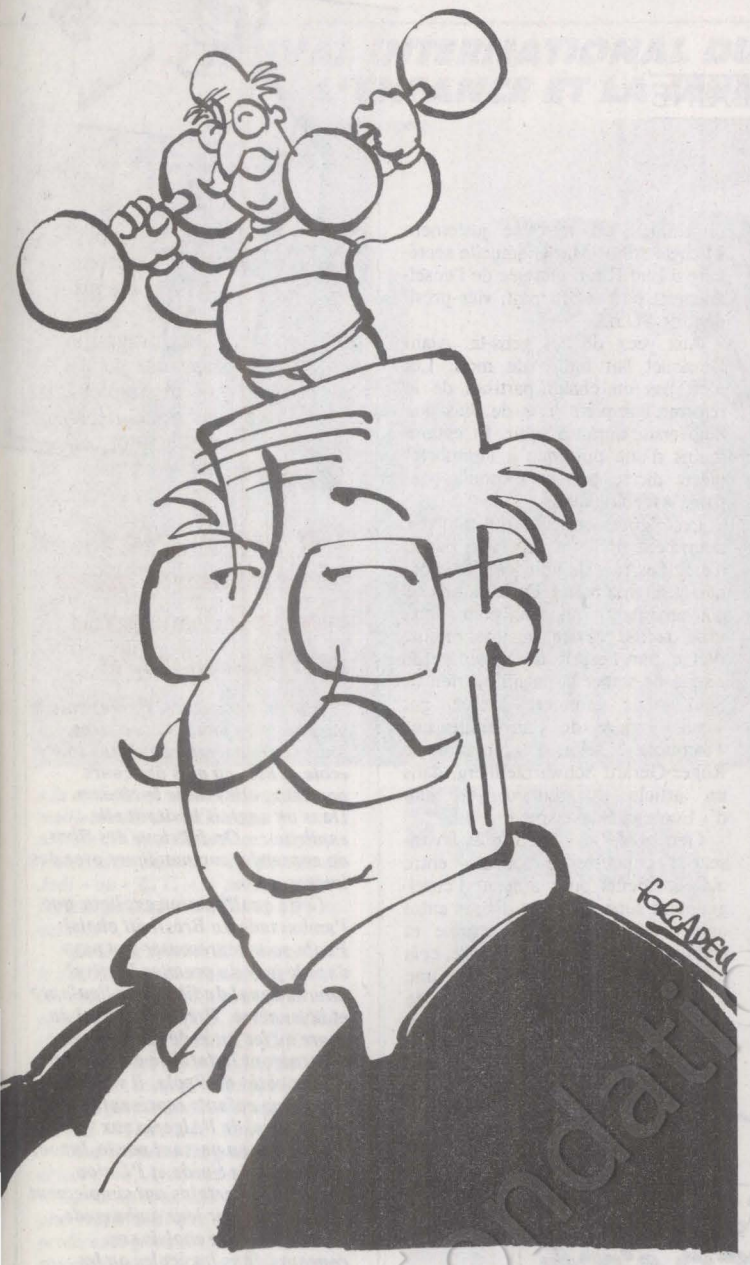
On commence cependant à le connaître. On sait qu'aux divers stades de son développement il a fabriqué des milliards de neurones à vitesse grand « V », qu'il en a sélectionnés, éliminés, refabriqués... et puis rideau ! A l'âge de 2 ou 3 mois c'est terminé ! Et à partir de 25 ans on les sème, ces neurones... et les choses par la suite ne s'arrangent pas. Mais pas de panique ! Le stock est inépuisable puisque même à 85 ans on en a laissé en route qu'1/10e, et que de toute façon on n'en utilise qu'1/5e... Sur 3 milliards et demi de neurones, reste un bon capital ! Mais un capital improductif si les circuits et maints prolongements qui leur permettent de communiquer ne servant plus, s'étiolent...si le passage de l'influx nerveux coince quelque part. Une fatalité ? Que non pas ! Tout irait mieux si l'on n'était pas si flemmard, si l'on entretenait son cerveau... et tous ses types de mémoire comme ses muscles.

Faire faire de l'aérobic à tous ses neurones, il fallait y penser ! Sous forme de jeux programmés par ordinateur, inscrits sur feuilles volantes, ou tout simplement oraux, la gymnastique neuronique va vous secouer tout ça, en vous faisant passer de la passivité à l'activité cérébrale, en stimulant mine de rien les circuits endormis. Des jeux-tests, qui, cela va de soi, ne sont pas parachutés comme cela n'importe comment : ils sont conçus et réalisés par des psychologues de l'Institut, qui, travaillant avec des psychométriciens et neurologues connaissent les mécanismes du cerveau et, par conséquent, ce qu'il faut faire pour activer telle ou telle zone. Apparemment bêtes comme chou, ces jeux ! Par exemple se souvenir de la disposition, du nombre, de la couleur de cercles, croix, carrés ou triangles (que chacun a vus de couleur différente, très instructif sur le plan des témoignages) ; ou se rappeler la 3e lettre du deuxième mot, la dernière du premier mot, enfin une vraie gym ! Non, pas sorcier ! Et pourtant que d'erreurs et d'omissions ! La rapidité perceptive c'est ça. On voit ou on ne voit pas. Faut stimuler ! Que



Réa

Gymnastique neuronique à l'I.n.r.p.v.c. de l'hôpital Bicêtre.



ce soit le test « d'apprentissage verbal » : série d'une quinzaine de mots dont il faut se souvenir (à la file, en association spontanée, par une phrase logique, ou illogique – qu'importe ! – clin d'œil au « cadavre exquis » des surréalistes), que ce soit le test de « mémoire topographique », le psychologue, toujours présent, incite... : « Retenez moins mais soyez sûr, situez-vous dans l'espace, adoptez une stratégie. » C'est ça le hic : la stratégie. A chacun de trouver la sienne. On cherche. On trouve des rapports, des associations personnelles. On ne retient que ceci-cela par choix délibéré, ou voulant tout retenir on ne retient rien du tout ! Il arrive que complètement « ailleurs », ce soit le flou total, plongé dans ce qu'on appelle ici « le bruit de fond », duquel il faut émerger.

Mémoire immédiate, mémoire en différé, capacité d'abstraction, vitesse de réaction, enfin voilà le genre d'exercices – 400 environ – qu'on pratique à Gym'Cerveau, exercices choisis pour faire travailler tels ou tels circuits neuronaux insuffisamment sollicités. Une vision d'espoir, car en réalité la plasticité neuronale est d'une souplesse incroyable ! Les participants qui, pour mieux comprendre leurs propres mécanismes, comparent entre eux leurs résultats, et surtout leur évolution entre la première et la dernière séance en sont étonnés : « Les premières fois on était crasse... ! Mais après... ! » Des minutes d'attention et on y arrive, victoire ! Ce n'est peut-être pas le top-niveau – pour cela il faut plus de quatre séances – mais c'est pas mal. 90 % de récupération dit-on.

Les habitués de Gym'Cerveau proviennent-ils d'une catégorie sociale privilégiée ? Pas vraiment. Les études ? Un pourcentage de B.e.p.c., B.a.c. et plus, mais en fait cela n'a rien à voir, chacun à sa mesure pouvant stimuler ses neurones. La réussite n'est pas du tout l'apanage des milieux intellectuels. Le seul constat à faire c'est que les gens qui pensent d'eux-mêmes à la prévention sont plus nantis que les autres.

Il faut donc en parler, diffuser la méthode... et y croire ! Dans la région Nord, à Lille, à Saint-Quentin, lors de certaines conférences où Monique Le Poncin-Lafitte, avec son dynamisme habituel a fait un tabac, on a très bien saisi la nécessité de cette gymnastique. Egalement dans les entreprises, car, dit-elle : « Quand on est dans une activité professionnelle, il est certain que pour être efficace, le cerveau met en place une ornière stratégique de routine. Il emploie alors des trucs qui marchent... ! Mais quand on applique la même stratégie à un nouvel ordinateur, à une nouvelle technologie ou à un nouveau poste de travail, ça ne marche plus du tout ! Il faut pouvoir travailler avec plusieurs stratégies ! Diversifiez-diversifiez ! » insiste-t-elle.

« Je vous ai compris », c'est la réponse de Perpignan, Nyons, Nice, Rouen, Soissons où des antennes de l'I.n.r.p.v.c. sont en voie d'installation avec, bien entendu, des Gym'Cerveau pour travaux pratiques. En attendant on écrit, on téléphone, on demande des disquettes (réservées à l'Institut, mais possibilité sous certaines conditions), ou encore on regarde les 10 minutes de télé... « Cérébro-Top ».

Et ceux qui ne récupèrent pas ? Il peut y avoir une perturbation psychologique, un contexte anxio-dépressif lié au chômage, à un choc émotif, un accident, ou des problèmes de motivation, problèmes très comparables chez les jeunes et les vieux : les uns sortis de la vie active et démotivés, les autres trouvant peu de stimuli pour y entrer. Il leur est conseillé de consulter leur médecin traitant, ou un psychologue, pour une « thérapeutique éclairée » (attention aux hypnotiques) – qui précédera la méthode d'activation Gym'Cerveau. Les troubles de mémoire peuvent, hélas, dans certains cas, être l'indice d'une affection organique cérébrale. Une tout autre histoire qui nécessite des investigations plus spécialisées : examen neurologique, scanner, Tomomatic... Tout sera entrepris pour éviter ou ralentir une maladie dégénératrice ou une démence type Alzheimer. Faut-il parler de chance d'avoir décelé le plus précocément possible un début de pathologie ? Sans doute.

Rien à voir avec Gym'Cerveau qui n'est en fait qu'un lieu de rencontre, de dialogue et de stimuli pour retrouver un bon fonctionnement cérébral nécessaire à une bonne intégration sociale. Les maisons de retraite, les clubs de vacances en redemandent, et même les établissements scolaires ! Personne ne veut voir dégénérer dans l'isolement ses neurones non sollicités ! L'isolement et la routine : voilà l'ennemi ! ●

Check-up cérébral...

Qu'est-ce qu'un B.r.g. ? C'est un bilan de ressources cérébrales, pratiqué à l'I.n.r.p.v.c., association avec Conseil scientifique et Comité d'éthique, professeurs, médecins, pharmacologues... Là aussi des tests (test Benton, échelles de Zung...) qui donnent une constellation d'indices en tenant compte de l'âge, des antécédents médicaux, du niveau socioculturel..., etc.

Les résultats donnent un histogramme, un P.r.m. : un profil du rendement mnésique, à étudier. Sur les 1 200 sujets interrogés en un an :

– 78,6 % présentent des résultats normaux ou un déficit modéré consécutif à une perturbation psycho-affective. (pour ceux-là : Gym'cerveau).

– 15,4 % altération légère avec suspicion d'affection organique d'où examen plus poussé : scanner, Tomonatic (exploration « in vivo » des zones actives ou inactives du cerveau).

– 6 % sont très déficitaires : la maladie est certaine.

Nota : le B.r.g. n'est pas une obligation pour pratiquer Gym'cerveau. Il est un acte volontaire, mais recommandé aux plus de 65 ans.

** Rens. I.n.r.p.v.c. Dept. Psychométrie. Hôpital Bicêtre, 78, rue G. Leclerc – 94270 Le Kremlin-Bicêtre.*



PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

SELECTION

Vers les universités à deux vitesses

Mon premier affirmerait pour chaque université le droit de sélectionner ses étudiants, selon des « aptitudes requises ». Sélection à l'entrée et au passage en second cycle.



Sipa-presse

Michèle Alliot-Marie.

Mon second sanctifierait l'autonomie desdites universités, « libres de créer des formations nouvelles et des diplômes spécifiques », libres aussi de fixer leurs droits d'inscription dans une fourchette fixée par arrêté.

En vertu de quoi, mon troisième leur permettrait de recevoir des « ressources de toutes personnes publiques ou privées », de « déposer ou exploiter des brevets », de « commercialiser les produits de ces activités » ou de « créer des filiales et prendre des participations ».

Mon quatrième, évidemment, redonnerait les coudées franches aux mandarins, détenteurs de 40 % des sièges au conseil d'administration.

Et mon tout, en 55 articles qui modifieraient complètement le système universitaire français, serait, pour plus de sûreté et moins de discussion, présenté au vote du Parlement en juillet ! Le nouveau projet de loi sur l'enseignement supérieur tel que « Libération » l'a révélé la semaine dernière a fait l'effet d'un beau pavé dans la mare. De quoi « renforcer les inquiétudes » des uns, selon l'euphémisme de l'U.n.e.f.-I.d. De quoi, aussi, provoquer la colère du ministre concerné, Alain Devaquet lui-même, qui est loin d'avoir arrêté une décision et doit voir dans cette fuite une manœuvre de son « ami » Yves Durant, conseiller de Chirac à Matignon.

On reconnaît, en effet, dans ce projet, les grandes lignes du texte déposé par Jean Foyer à l'Assemblée nationale. Un projet ultra conservateur émanant en droite ligne, c'est le cas de le dire, du G.e.r.u.f. (Groupe d'étude et de rénovation de l'université). Dans ce groupe issu de trois organisations des plus droitières (syndicats autonomes de l'enseignement supérieur, cercles universitaires et U.n.i.), on retrouve justement Michèle Alliot-Marie, actuelle secrétaire d'Etat R.p.r. chargée de l'enseignement et Yves Durant, vice-président de l'U.n.i.



Pascal Lebrun



Alain Devaquet.

Aux yeux de ces gens-là, Alain Devaquet fait figure de mou. Lui n'est pas un chaud partisan de la réforme complète, une de plus que l'université aurait à subir. Et encore moins d'une politique à l'emporte-pièce, dictée par le « jusqu'auboutisme » idéologique.

Les petites misères du ministre pourraient prêter à rire si le risque n'était pas réel de voir les ultra-libéraux gagner la partie. De la part de ce gouvernement, qui n'a, pour l'instant, reculé devant aucune mesure dictée par l'esprit de système (au risque de semer la pagaille), rien ne peut nous étonner. Même pas « cela » : faire de l'université une « tombola », selon l'expression de Roger-Gérard Schwartzenberg, dans un article du numéro de juin d'« Ecole et Socialisme ».

Généraliser la sélection et favoriser la concurrence sauvage entre établissements pour amener l'enseignement supérieur à se diviser entre universités de haut de gamme et établissements de second ordre, cela ne les effraie point. Tant pis si une telle politique a pour conséquence de revenir au pire malthusianisme qui nous ferait immanquablement rebrousser chemin dans la concurrence internationale.

TELEVISION

Secouez-vous les puces

Ils ont l'odeur des Shadoks, la voix des Shadoks. Mais, depuis la préhistoire de 1968, ils ont pris de la couleur : au royaume de l'informatique, voilà Auto-matic, Fleg-matic, Numis-matic, Systé-matic et quelques autres détraqués du cerveau sous leur drôle de petit chapeau pointu. Le papa est toujours Jacques Rouxel, l'humour absurde toujours délicieusement au rendez-vous et Claude Piéplu toujours irrésistible. Les Matics, c'est tous les jours sur T.f.1 à 18 h 30, pour la joie des petits et des grands. Une nouvelle déclinaison du fameux proverbe : l'informatique est un jeu d'enfant.

Un jury plus cinéphage que cinéphile mais enthousiaste

Elle est ravissante, Paola, quinze ans, toute en jambes et en rires, joueuse et chaleureuse. Dans son école, à Rio, en plus des cours normaux, elle étudie le cinéma. Dans un anglais hésitant elle explique : « On fabrique des films, on apprend à communiquer avec des images. »

Cette qualification explique que l'ambassade du Brésil ait choisi Paola pour représenter son pays dans le jury du premier Festival international du film pour l'enfance et la jeunesse. Premier festival du genre où les jurés de 12 à 15 ans décerneront la totalité du palmarès.

Aux côtés de Paola, il y a donc vingt-cinq enfants représentant treize pays, de l'Algérie aux Etats-Unis en passant par le Japon, le Sénégal, la Suède et l'Union soviétique. Certains ont simplement été désignés par leur ambassade, d'autres ont été choisis sur concours dans les écoles ou les ciné-clubs, comme Lajos, le Hongrois.

Dans un français impeccable – il a vécu en Algérie avec ses parents – Lajos raconte : « Il fallait écrire en français la critique d'un film. » Il avait choisi de parler d'un film hongrois « Hello Frérot ». Le cinéma, il aime mais le voit surtout

PISTES

Pour ne pas se perdre dans le maquis scolaire

La formation, ça se construit, comme une stratégie. Pour s'y aider,

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM POUR L'ENFANCE ET LA JEUNESSE



Pascal Lebrun

Les membres du jury visitant les studios de Billancourt.

à la télévision, « où passent les meilleurs films ». Ceux qu'il préfère ? « Les films fantastiques américains, comme « Le Retour du Jedi » ou « E.T. », « parce qu'ils parlent autant aux adultes qu'aux enfants ».

Spielberg semble d'ailleurs être le dénominateur commun de tous ces enfants, à quelques couacs près : Jean-François, le Canadien, s'insurge : « C'est nul. « E.T. », c'est un conte pour les petits. » Lui préfère les comiques français et sème la perturbation lorsqu'il défend « Tenue de Soirée ».

Pour le reste, les goûts sont éclectiques. Aventures, comédies, viennent en tête. Les filles avouent plus facilement que les garçons leur préférence pour les films d'amour romantiques. Fatima, l'Algérienne, cite Claude Lelouch. Magda, la Grecque, parle de « La Rose pourpre du Caire », comme Paola, la seule à citer un classique « Singing in the rain ».

Des exceptions : ce jeune jury semble en fait plus cinéphage que cinéphile, plus branché sur la télévision que sur les salles obscures. Ils ne connaissent guère les « vieux films », même Russel, l'Anglais, qui espère devenir acteur, mais ne saurait citer le nom d'un comédien qu'il admire.



Louisa Maurin

Cela ne les empêche pas de prendre leur tâche au sérieux, de chercher à prendre des notes pendant la projection. Ils auront cinq prix à remettre, samedi, après avoir visionné deux films par jour pendant la semaine et seront seuls à décider : la présidente du jury, Leslie Caron, n'aura même pas le droit de voter.

Louisa Maurin, créatrice du festival, s'explique sur ce choix qui a fait grincer bien des dents : « Je voulais donner la parole aux enfants, comme un pied de nez aux adultes. » Elle a tenu à ce que le jury soit logé dans un palace — le Grand Hôtel, à l'Opéra, a donné les chambres — véhiculé en carrosse — des Renault 21 prêtées par la Régie — accueilli par un tapis rouge et une haie d'honneur au cinéma Georges V, sur les Champs-Elysées. Et qu'il dîne de temps à autre au Fouquet's.

Cher, tout ça ? Elle rit : « Le luxe ne coûte pas cher, quand on ne le paye pas ! » N'empêche, son festival est une grosse opération, plus de quatre millions de francs dont elle n'avait pas le premier sou lorsque l'idée lui en est venue, il y a tout juste un an, en plein Festival de Cannes. Ancienne éducatrice et professeur de danse en maternelle, elle ne connaissait personne et n'avait que sa passion pour convaincre. De sa réussite elle déduit : « En France, on peut faire des choses. » Elle a rencontré des ministres, obtenu des subventions (qui lui ont été confirmées après le 16 mars par la nouvelle équipe gouvernementale) et contacté 120 sponsors potentiels avant de séduire Michel Baroin, P.d.g. de la F.n.a.c., il y a deux mois : « Un vrai miracle. Il nous fallait un parrain, qui tombe amoureux du projet, un père qui ait envie de jouer dans Cendrillon sans chercher à s'approprier le festival. »

Finalement, il y a du monde autour du berceau. Gaumont, U.g.c. et Pathé ont offert une pub gratuite dans leurs salles, et le film est revenu à zéro centime. Le C.n.c. a beaucoup aidé et cela se comprend : les jeunes représentent 70 % du public des salles de cinéma et la profession entière se sent concernée. D'autant que le Georges V aura été pendant toute la semaine ouvert aux écoles, que des enfants auront été accrédités comme correspondants de divers journaux, « pour que le festival laisse des traces ».

Le pari de Louisa Maurin était de « créer une véritable rencontre culturelle ». Là, elle a d'ores et déjà gagné. Entre ces enfants venus des quatre coins de la planète, le courant passe, sans problème, même entre Lajos qui ne parle pas anglais et Matias le Suédois qui ne comprend pas le français : ils partagent la même chambre et communiquent par dessin.

Un peu fatigués par leur programme — en plus des films, ils visitent Paris, goûtent au Sénat, découvrent la Géode, rencontrent des familles françaises — un peu sous pression d'avoir à affronter tant de journalistes, sous l'œil des caméras d'Antenne 2, qui ne les lâche guère, ils résument la situation, comme Raymond, le Sénégalais : « C'est très merveilleux. »

voilà deux guides complémentaires. Vous voulez comprendre les règles, écrites et non écrites, du système scolaire, vous vous demandez ce qu'est un bon lycée. Jean-Michel Croissandeau explique : il n'y a pas **une** mais **des** réponses. Logique, compte tenu de la diversité des élèves, des profs, des établissements. « Le Guide du lycée » (Seuil) est un livre plein de bon sens, qui affirme l'inexistence des solutions miracles, défend le principe d'une évaluation des établissements tout en mettant en garde contre les « bonnes réputations » : mieux vaut orienter un élève dans une section où il a une chance d'être bon que de l'obliger à suivre une scolarité médiocre dans une section prestigieuse.

« Le Guide de l'Etudiant — 86 », lui aussi, remet les pendules à l'heure. Chaque année mieux fait, il dévoile les clefs du système, compare les filières, donne conseils et bonnes adresses. Avec des témoignages, des dessins, des tests et, évidemment, la liste des universités et des écoles, leurs diplômes et leurs conditions d'admission.

Tout ça pour répéter que « les entreprises cherchent moins des gens aux compétences techniques définitives que des individus capables d'évoluer et de s'adapter ». Ça va mieux en le disant.

Passe ton bac d'abord !

De plus en plus fort : le soir même du bac, on pourra corriger sa copie de maths ou de physique-chimie grâce au Minitel. Délire ? Mais non, c'est sérieux. La Mnef (Mutuelle des étudiants de France), les Banques populaires et Europe n° 1 ont investi dans cette opération de l'argent et de l'énergie, avec Hachette et une chaîne de restaurants Hamburger.

C'est que les jeunes représentent une bien belle cible, de nos jours. Pour les séduire, on ne recule devant aucun sacrifice, comme la création d'un « journal », un mois avant le bac, « Bac-dernière », plein de « judicieux conseils » et de stars : les inévitables Christophe Lambert et Bernard Tapie, Sandrine Bonnaire et Harlem Désir. Et même Rika Zaraï dans le rôle de la Maman : « prends un bon petit-déjeuner, mon fils ! » Aïe, aïe, aïe...

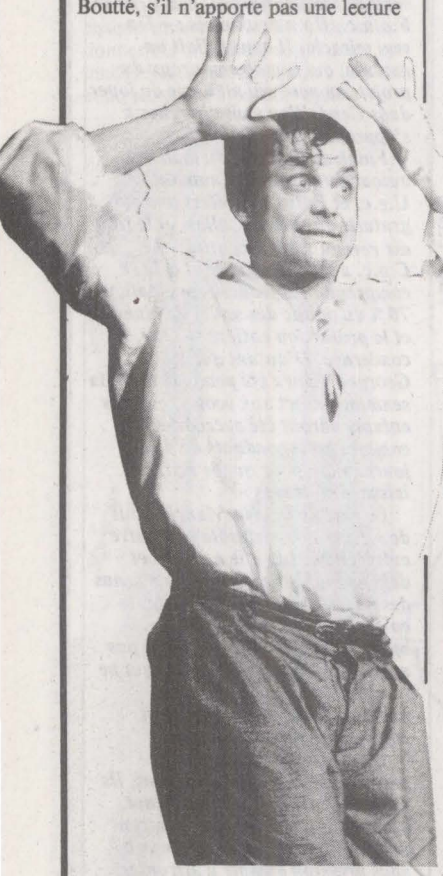
PAR FABIAN GASTELLIER

Magie et poèsie de... M. Jourdain

Jolie fin de règne pour Jean-Pierre Vincent : le « Bourgeois Gentilhomme » monté par Jean-Luc Boutté, s'il n'apporte pas une lecture révolutionnaire de la pièce, a du moins le mérite de jouer à fond et avec bonheur la féerie, de renouer avec les divertissements musicaux et d'offrir de Monsieur Jourdain une vision moins caricaturale qu'à l'accoutumée, infiniment plus fine et séduisante.

Grâce à Roland Bertin, dont la rondeur n'a jamais été synonyme de jovialité gâteuse, le personnage prend une ampleur étonnante : brave, naïf, certes, mais aussi fragile et fou. Déconnecté du reste de ce monde, embarqué dans sa planète, persuadé d'être « Mamamouchi » comme d'autres sont persuadés d'être Napoléon.

Cette cassure, cette explosion de la raison, Jean-Luc Boutté a su merveilleusement la traduire en images : la maison de Monsieur Jourdain, symbole de la réalité, s'envole pour laisser la place à une nuit orientale étoilée où les rêves du pauvre homme deviendront la vérité.



Philippe Caubère dans « Ariane ou l'âge d'or ».



Roland Bertin dans « le Bourgeois Gentilhomme » à la Comédie-Française.

On gagne ici en magie et en poésie ce que l'on perd en critique sociale, et cette version du « Bourgeois Gentilhomme » gomme un peu la part d'analyse politique que Molière y a glissée, même si Alain Pralon joue les aristos comme un vrai gangster. Une superbe soirée.

** « Le Bourgeois gentilhomme », de Molière. Mise en scène de Jean-Luc Boutté. Avec Roland Bertin, Franoise Seigner, Simon Eine, Alain Pralon, Marie-Armelle Deguy, Dominique Valadié... Comédie Française : 40.15.00.15. En alternance, 20 h 30.*

Le cordon infernal

Les mères abusives m'ont toujours fait infiniment plus peur que les vampires. Plutôt vingt fois « Massacre à la tronçonneuse » qu'une seule ligne des « Mots pour le dire ». Dans la pièce de Pierre Rey « La mienne s'appelait Régine », la marâtre est à la fois douce et monstrueuse comme elles le sont toujours. Elle a transformé un mari en une minable caricature d'homme et réduit un fils en esclavage. Et elle s'apprête à tuer dans l'œuf une passion naissante entre son rejeton et une timide fille de boucher. En une heure trente, c'est le grand déballage : les rancunes, les complexes, l'horreur des liens du sang. Version boulevard s'entend. Ça ne vole pas très haut, mais ça ne fait jamais appel au rire gras, à la vulgarité facile. Et si Annie Cordy s'y révèle moyenne, en roulant de trop gros yeux (elle a pourtant montré au cinéma qu'elle sait être géniale), Claude Brosset est remarquable en bébé balaise de 40 balais et Pierre Dux toujours aussi étonnant en vieillard pitoyable, soudain saisi par la révolte.



Annie Cordy et Pierre Dux.

** « La mienne s'appelait Régine », de Pierre Rey. Mise en scène de Armand Delcampe. Avec Annie Cordy, Pierre Dux, Claude Brosset et Huguette Domini. Théâtre de l'Œuvre : 48.74.42.52 – 20 h 45.*

Une mauvaise mère

Elle est trop. Trop agressive, trop méchante, trop égoïste. Mais trop illuminée, aussi, portée par sa vision : le Théâtre, avec un grand « T ». Le théâtre qui n'est pas la vie mais le théâtre vivant.

Philippe Caubère a subi chez

Ariane Mnouchkine sa seconde naissance. De cette épreuve il s'est sorti et en livre un étrange spectacle, tissé d'amour pour le théâtre et des souvenirs de souffrances. Drôle parfois à se plier dans son fauteuil. Mais le rire s'étrangle. Car Ariane n'est pas tendre avec ses comédiens, ça passe ou ça casse. Ça a cassé souvent. Et cette fêlure-là reste vibrante dans la voix et le corps de Philippe Caubère. Voilà pourquoi même les non-affranchis trouveront dans « Ariane ou l'âge d'or » une moisson d'émotions.

**** « Ariane ou l'âge d'or », de et par Philippe Caubère. Théâtre Tristan Bernard : 45.22.08.40. 20 h 30.***

Brouillard sur le quai

Les docks. La nuit. Un banquier qui veut se suicider pour une sombre histoire de fric sale, une famille d'immigrants plus ou moins marginaux qui vivent de petits boulots, de rapine, et rêvent soudain de détrousser le suicidaire. Deux mondes qui se rencontrent, diamétralement opposés. Un dialogue de sourds, fait de longs monologues.

Ainsi va « Quai Ouest », de Bernard-Marie Koltès, œuvre plus poétique que théâtrale, sans réel développement, peuplée de personnages fantomatiques et que Patrice Chéreau, hélas, enfonce dans le flou, l'errance et l'à peu près sans pour autant en dégager la moindre émotion ou lui conférer le moindre mystère. Un décor aberrant fait de containers et de caisses en perpétuel mouvement, une distribution curieusement approximative dont seule émerge Catherine Hiegel, drôle et touchante : Koltès et Chéreau semblent avoir fait cavalier seul, se fiant l'un à l'autre et abandonnant en chemin public et comédiens. Du coup, on a la désagréable impression de gêner.

**** « Quai Ouest », de Bernard-Marie Koltès. Avec Jean-Paul Roussillon, Maria Casarès, Catherine Hiégel, Jean-Philippe Ecoffey, Hamou Graïa... Théâtre des Amandiers de Nanterre : 47.21.18.81. Jusqu'au 29 juin – 20 h 30.***

Admirable et terrifiant

A l'heure où le théâtre s'encombre de gadgets et sombre un peu dans la gratuité, le superfétatoire, la pièce de l'Israélien Joshua Sobol « Ghetto », jouée partout en Allemagne, et que vient de monter Daniel Benoin, vous saisit à la gorge, vous bouleverse, vous terrasse. C'est qu'il se passe là, au cœur de ce spectacle admirable, quelque chose d'important, de capital. C'est que Benoin, à travers Sobol et son texte, pose des questions essentielles au théâtre, interroge le concept de « représentation » et n'apporte pas de réponse, laissant le spectateur seul avec son émotion et sa révolte de spectateur (voyeur, témoin inutile, etc.).

Construit sur la base de textes authentiques, miraculeusement parvenus jusqu'à nous, « Ghetto » raconte en quatre heures qui passent comme dix secondes, les derniers mois du ghetto de Vilna, en Lithuanie, avant sa liquidation définitive en septembre 1943. A Vilna, on a fait du théâtre. Sur les ordres d'un S.s. « artiste » (un metteur en scène de la mort, premier jeu de miroirs), on a dansé et chanté au rythme des sélections, des déportations et des fusillades. Surenchère de vie « jouée » quand seule la mort peut gagner ; théâtre dans le théâtre, vertigineuse métaphore sur la création, l'art et leurs rapports avec le réel... A Vilna, se sont violemment opposés deux hommes : Gens, le responsable du « Judenrat », chargé par les Nazis de surveiller le ghetto, qui trouva dans la collaboration le meilleur moyen de sauver le plus de juifs possibles et Kruk, socialiste acharné, membre du « Bund », farouchement déterminé à ne pas collaborer. Dérisoire débat d'idées quand l'issue est connue d'avance ? Non pas : une analyse aiguë, jamais littéraire mais véritablement charnelle, du prix de toute vie, de toute survie. Une illustration constamment vibrante de l'éternelle philosophie des « mains sales ».

On voit le nombre d'écueils sur lesquels « Ghetto » pouvait se briser : spectacle gênant, impossible ; spectacle abstrait, trop théorique ou moralisateur. Il n'en est rien. Pour plusieurs raisons, et grâce à plusieurs personnes. Grâce à l'auteur, tout d'abord, qui s'est effacé derrière sa pièce et ne donne aucune leçon. Il ne choisit pas, par exemple, entre Gens et Kruk, ne se permet pas de corriger l'Histoire et laisse à la tragédie sa vérité de tragédie.

Grâce à Daniel Benoin ensuite qui, lui aussi, s'est effacé derrière le spectacle, ne cédant à nulle image racoleuse, évitant les pièges de l'esthétisme décadent, morbide et toujours complaisant. Il a laissé aller l'horreur dans ce qu'elle pouvait avoir de plus horrible : une horreur quotidienne, banale ; l'horreur comme rythme de vie. Sur le vaste plateau il y a un train, des êtres en haillons (troupe exceptionnelle, tous les comédiens seraient à citer) : le souvenir de l'Holocauste. Daniel Benoin a mis en scène la mémoire avec une infinie pudeur. Peut-être trop de pudeur, même. Les scènes de bal, de cabaret, cette folie absolue, cet absurde atroce auraient pu être plus fortement accentués, tirés vers l'orgie, l'outrance.

Avouons-le : on passe la première heure dans un état nauseux. Le théâtre peut-il s'emparer de tous les sujets ? L'Holocauste peut-il se transcrire en images ? Et puis, d'évidence, la réponse nous parvient. Oui (oui pour le théâtre, qui offre la « représentation » et garde ses distances. Je continue de penser, pour ma part, que le cinéma, qui abolit les frontières entre le jeu et la réalité, a du mal à s'emparer de certains thèmes). Se confiner dans un pseudo-respect qui oblige au silence, c'est emboîter le pas à la culpabilité – attitude souvent néfaste – voire à une certaine sacralisation bien suspecte qui, de nos jours, arrangerait bien des gens peu fréquentables.

**** « Ghetto », de Joshua Sobol. Mise en scène de Daniel Benoin. Avec Anna Prucnal, Jean-Pierre Jorris, Jean-Claude Durand, Jean-Claude Drouot. Comédie de Saint-Etienne : 77.25.01.24. Jusqu'au 20 juin, 20 h 30.***

Anna Prucnal et Jean-Claude Drouot dans « Ghetto ».



Peugeot à Montbéliard: la forteresse patronale

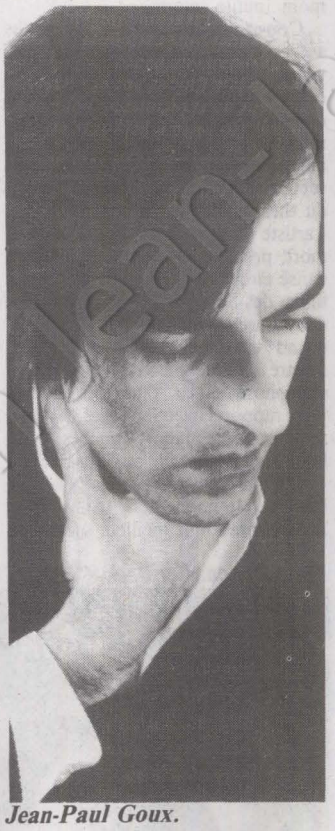
** Jean-Paul Goux : « Mémoires de l'Enclave » - Mazarine.*

PERIODIQUEMENT, intellectuels et écrivains découvrent le monde ouvrier qu'ils oublient dans un second temps et ainsi de suite. En contrepoint de ce jeu de cache-cache, typiquement français, les structures de notre économie changent, et donc celles du monde ouvrier. Le rétrécissement, au moins quantitatif, de ce dernier est un fait patent même si on décompte la part immigrée qui, comme on le sait, est souvent venue occuper des emplois refusés par les Français. Malheureusement lorsqu'un écrivain se penche sur cet univers il ne tient en général pas compte de ces transformations et peint la vie ouvrière dans ce qu'elle a de traditionnel, rarement dans ce qu'elle peut avoir de nouveau.

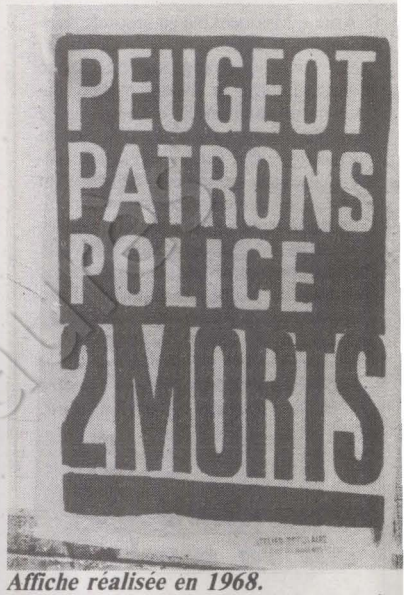
Il y a environ une vingtaine d'années, des sociologues et des journalistes s'étaient attachés à décrire l'émergence d'une nouvelle classe ouvrière en France et l'on se souvient encore des ouvrages d'André Gorz, Serge Mallet, Pierre Belleville, etc. Vint 1968, une certaine idéalisation utopique des ouvriers, alors même que le mouvement de 68 révélait l'implication d'autres catégories sociales, comme celle des étudiants ; il s'en suivit une nouvelle vague d'écrits dont on conserve l'image de l'excellent « Etabli » de Robert Linhart. Plus tard, se fera la découverte des travailleurs immigrés sans qu'aucun livre ne cerne très exactement le problème. Depuis plusieurs années plus rien, comme si le déclin du P.c.f. traduisait celui d'une classe sociale dont les communistes ont toujours, abusivement, prétendu être les uniques porte-parole, concédant à peine quelques miettes à des syndicats, dont le silence en la matière est désormais éloquent. Au surplus, la mythologie ambiante de l'époque ne prédispose guère à s'intéresser à des catégories où ne se recrutent pas *a priori* les gagneurs, mais plutôt les « loosers », selon une terminologie en vogue.

Ne serait-ce que pour ces raisons et quelques autres, en ce temps de 50e anniversaire du Front Populaire, on doit saluer la parution du gros volume sur la région de Montbéliard de l'écrivain Jean-Paul Goux, actuellement pensionnaire à la Villa Médicis. Et spécialiste de Julien Gracq. Goux a été engagé, en quelque sorte, par « L'Association de culture et de loisirs » du comité d'établissement de Peugeot pour réaliser ce travail, également soutenu par les pouvoirs publics de l'époque.

Dans un assez long et volontiers complaisant « Journal » initial, l'auteur explique ce qui l'a guidé, mais aussi ce qui l'a préoccupé. Il s'agit d'un prologue écrit dans la tradition des scrupules et du mélange des genres : Chateaubriand et ses ambitieux projets de voyage littéraire viennent à la rescousse du sociologue improvisé. Fort heureusement, cette introduction fournit nombre d'informations utiles pour mieux saisir le sujet. Voici donc cette Enclave sise entre Doubs, Suisse et Alsace, définitivement rattachée à la France en 1793, où de fortes implantations luthériennes expliquent probablement un comportement électoral singulier (par exemple en plein Front Populaire l'élection de françois Peugeot à la députation). Nous sommes en effet au pays de Peugeot, de l'industrie automobile-reine, où, en d'autres temps, avaient règné les forges, les textiles, l'horlogerie des Japy (de ces différentes activités il subsiste encore plus que des traces). On comprend l'embarras de l'auteur au milieu de ce foi-



Jean-Paul Goux.



Affiche réalisée en 1968.



Local de loisirs du C.e. à Sochaux.

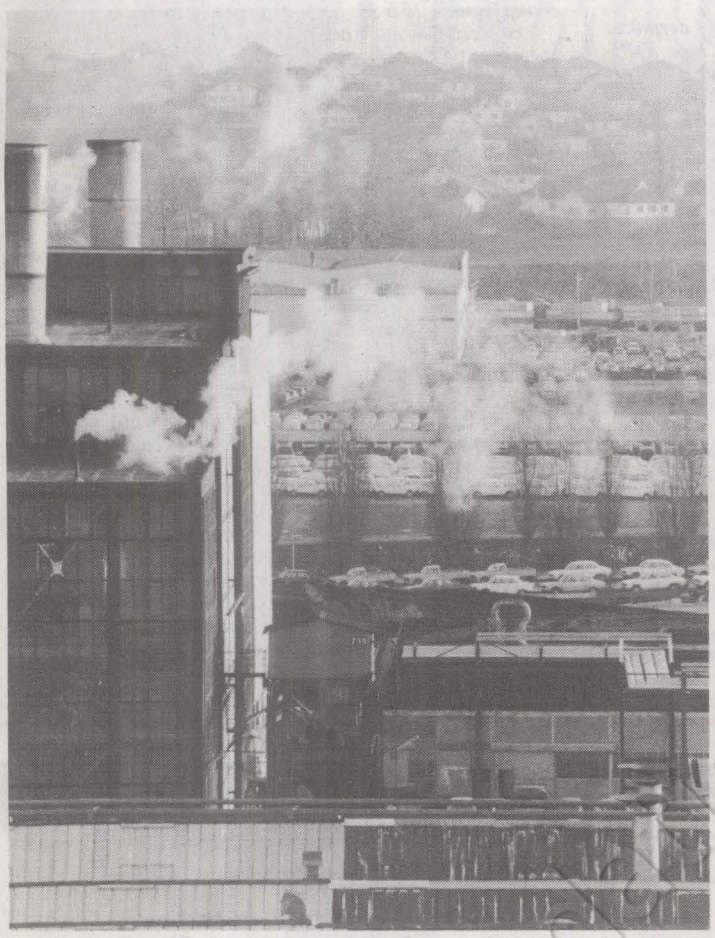
sonnement dont, notera-t-il en fin d'enquête, il est difficile de restituer une trame continue. « Il y a longtemps, maintenant, que j'ai compris que je ne ferai jamais le tour d'une seule des questions que mon activité d'informateur à l'Enclave soulève à tout instant. Je me vois plutôt désormais effectuant des sondages dans quelques zones a priori sensibles... si ma méthode est un peu guidée par les humeurs, ce que je rapporte de mes explorations n'est nullement fantaisiste ».

L'auteur remarquera, en conclusion, pour le déplorer, que les intéressés eux-mêmes ont perdu la mémoire de cette continuité : « Quand elles ne sont pas tombées dans l'oubli, ces histoires, il n'en reste que de minuscules éclats, touchant au dérisoire, heureux ou tristes, glorieux ou terribles, mais toujours isolés et minuscules. » Il ne subsiste de profonds et durables souvenirs que lorsque l'Histoire générale se manifeste. En l'occurrence il s'agit aussi bien des événements du Front Populaire de 1936, que de ceux de mai-juin 1968 lorsque deux morts, ponctuant une grève et une révolte particulièrement dures, avaient fini par imposer l'existence d'un syndicat dans l'empire Peugeot. Goux relève que le goût du rétro facilite le retour des souvenirs précis de l'histoire ancienne, on pourrait presque dire qu'il est plus facile de redonner en continuité la préhistoire industrielle que la chronique recente.

Dès lors, la technique de l'entretien avec les intéressés fournit



LA CHRONIQUE DE CLAUDE GLAYMAN



à l'état brut le matériau de l'Histoire. Laquelle reste à faire ! Sous l'angle, en tout cas, de la documentation, la reconstitution des mémoires, des misères mais aussi des espoirs, le travail de l'auteur est impressionnant. Certes, on sait souvent, ou du moins on croit savoir ce qu'il nous révèle, mais on lit, captivé par ces confessions terribles et banales qui n'intéressent plus guère nos romanciers ou nos cinéastes.

Il s'agit, non de misérabilisme ou de naturalisme, mais du mode habituel de la vie ouvrière avec son rythme, sa monotonie, ses vexations, sa répression également. Face à ce bloc, est mis en évidence un formidable paternalisme particulièrement vivace dans l'Enclave. Paternalisme de/des Peugeot avec la tradition des arbres de Noël, des sociétés de gymnastique, des chorales, des séances de couture (pour jeunes filles) mais également de la surveillance des votes au moment des élections. Telle interviewée de Beaucourt raconte son expérience d'institutrice auprès d'enfants Japy. La « Mademoiselle » se souvient des « châteaux » où elle dispensait un savoir qu'on respectait, elle se souvient de l'existence de « sages-femmes à demeure » destinées à assurer les accouchements — chez les riches comme chez les pauvres les engendrements sont successifs et nombreux — et à prodiguer les soins indispensables aux petits héritiers. Mais la même institutrice est en même temps infirmière et, à ce titre, elle évoque les accidents survenus dans les fabriques. Elle peut ainsi se forger une idée assez complète de la situation.

Ailleurs, à Béthoncourt, l'interviewé se rappelle avoir été effileur dès 11 ans, la main de sa mère ayant été arrachée à ce poste. Un autre, venu de sa Hongrie natale en 1930, travaille dès l'âge de 13 ans. Et si on peut lire le texte édifiant d'un journal d'entreprise datant de 1938, prônant la « vertu du travail », on découvre avec un certain effroi la révolte clamée par un ancien de la chaîne Peugeot : « Si jamais tu me remets en chaîne, je me pends en chaîne... c'est fini... je ne veux plus y aller... c'est terminé... je n'irai plus jamais en chaîne... en tant qu'individu ce n'est pas possible de piquer la vie d'un mec comme ça... non ce n'est pas possible... ils n'ont pas le droit ! enfin si ! ils ont le droit ! »

Fatigue due à l'âge, solitude sur la chaîne, violence de la chaîne. Le même personnage devient balayeur avant d'obtenir sa retraite. Ce poste est vraiment « une société dans la société », il préfigure la liberté collective telle que le permet le temps du casse-croûte. Formidable moment au cours duquel s'assume le mouvement ouvrier. Car il existe une culture ouvrière qu'aucun media n'a rendu caduque. Goux en fournit quelques exemples éloquents avec la figure mythique d'un militant communiste qui assure : « On a une pente à remonter, mais j'ai confiance en l'homme », qui assure également — et c'est bien l'un des rares — qu'il « aime l'usine » car l'usine c'est aussi ce qu'il y a mis.

Passons sur ces rêves politiques qui agitent de la même manière le militant C.f.t.c., volontiers scout, mais plus nuancé. Dans un autre passage Goux note : « Si la chaîne c'est l'esclavage... l'usine n'est pas le bagne. » Des exemples foisonnent qui expriment une réalité identique mais multiforme : tisserandes que frappe le chômage, immigrés emmenés de Casablanca à Fort-Lachaux, impressionnés par la puissance française, « de quoi faire plaisir à Jean-Marie Le Pen » pour pencher ensuite vers plus de mesure, caristes, ouvriers paysans, etc.

On assure volontiers que les Français ont pris conscience de la réalité de l'entreprise. En l'occurrence s'agit-il de l'entreprise telle que la décrit Goux ou bien celui-ci demeure-t-il passéiste au point de ne pas décrire une entreprise de troisième type ? Une évidence est doublement certaine : l'entreprise est nécessaire mais son changement aussi. L'archéo-entreprise n'est pas celle de demain. Par-delà ce point de vue le vaste et émouvant voyage auquel nous convie l'auteur se révèle de premier plan. Car l'appréciation de l'entreprise passe par sa connaissance de l'intérieur, une région, telle que l'Enclave de Montbéliard, en est marquée pour l'éternité.

Lisez aussi

**** Daniel Mothe-Gautrat : « Pour une nouvelle culture d'entreprise » — Editions La Découverte, coll. « Cahiers Libres ».***

La voici, l'étude complémetaire à celle de Goux, qui montre l'entreprise moderne à partir d'une enquête réalisée sur l'application depuis 1982 des lois-Auroux. Vieux routier de l'analyse du monde ouvrier notre auteur souligne la nouvelle contradiction de l'entreprise du « 3e type » où la logique taylorienne s'oppose à une autre logique qu'on peut qualifier de « participative ». D'où le titre du livre qui fait réfléchir, entre autres points, sur la place future du syndicat dans l'entreprise de demain. Tout indique un essai important, et d'autant plus nécessaire qu'il est bref et dense.

**** Michel Ragon : « Drôles de métiers » - Albin Michel, roman.***

Premier ouvrage d'un écrivain justement couronné depuis. Qui raconte lès débuts du jeune Ragon dans sa bonne ville de Nantes où il exerça toutes sortes de métiers et qui parut en 1953. La Commune en moins, et l'architecture-peinture en plus, Michel Ragon pourrait être notre Jules Vallès.

**** Gérard Boutet : « Les gagne-misère : petits métiers oubliés » — Jean-Cyrille Godefroy — Tome 2.***

Boutet est un excellent observateur du passé. Il vit et écrit près d'Orléans. Dans ce second volume il se penche avec nostalgie sur un monde disparu et passe en revue des professions telles que l'épicier de hameau, le cochonnier, le coupeur d'osier, le pêcheur de sangsues, le poseur de rails, le scieur ambulant... ainsi que le Père Noël.

TELEVISION

PAR FABIAN GASTELLIER

Le sport continuant d'envahir le petit écran, je vous laisse à vos propres choix. Entre petites balles et gros ballons, les matches se suivront sans se ressembler et ne seront pas signalés dans ces colonnes.

VENDREDI 6 JUIN

A.2 Ciné-Club : « Martin et Léa », d'Alain Cavalier - 23 h 20.

8 ans avant « Thérèse », Cavalier filmait les désirs d'une femme en quête d'identification. Avec Isabelle Hô et Xavier Saint-Marcary.

F.r.3 « Taxi », magazine proposé par Philippe Alfonsi - 21 h 35.

SAMEDI 7 JUIN

Fanas du foot, la télé vous appartient. Les autres peuvent toujours se brancher sur Musique : Zubin Mehta, Martha Argerich et le philharmonique de Berlin les y attendent (20 h 30).

DIMANCHE 8 JUIN

T.f.1 « Le Juge », de Philippe Lefebvre - 20 h 30.

L'assassinat du Juge Michel comme si vous y étiez. Jacques Perrin et Richard Bohringer fantastiques.

F.r.3. Cinéma de minuit : « Le Grand Jeu », de Jacques Feyder - 22 h 30.

Flonflons romanesques sur la Légion étrangère. Avec Marie Bell et Pierre-Richard Willm.

Canal Plus « La Traviata », de Franco Zefirelli - 20 h 30. Prochainement diffusions les 11/6, 13/6, 14/6, 16/6 et 1956.

La Dame aux camélias d'Alexandre Dumas magnifiée par Verdi s'époumone dans un décor surchargé où la vie est comme figée. La seule grande idée du film. Mais Placido Domingo vous ferait craquer un mort. Après, on peut se caler sur Musique où Frank Langlois discutera de la direction d'orchestre d'Herman Scherchen (23 h 05).

LUNDI 9 JUIN

T.f.1 « Senso », de Luchino Visconti – 21 h 50.

L'explosion des tracts pour l'unification de l'Italie au plein cœur d'une représentation du « Trouvère » à Venise, les amours impossibles d'une crapule de l'armée autrichienne et d'une aristocrate italienne : le film a vieilli mais il reste l'émotion, Alida Valli et Farley Granger.

A.2. « Les 5 dernières minutes : la Chine à Paris», téléfilm de François Martin – 20 h 35.

Entre Gallé, Daum et Lalique les cœurs des antiquaires balancent et les cadavres pleuvent. Avec la belle Eva Swann.

« Le Défi mondial », série proposée par Daniel Bertolino et Daniel Creusot, d'après le livre de Jean-Jacques Servan-Schreiber. Sixième et dernière partie : « La Ressource infinie » -21 h 50.

En compagnie, entre autres, de Raj Reddy, né dans un bled paumé de l'Inde misérable et devenu le directeur du Robot Institute de l'université de Carnegie Mellon à Pittsburgh.

F.r.3 « Police Python 357 », d'Alain Corneau -20 h 35.

Les rediffusions vont finir par nous faire détester cette enquête pourtant subtile sur un meurtre faussement banal.

MARDI 10 JUIN

T.f.1 « Madame Baptiste », téléfilm de Claude Santelli d'après Guy de Maupassant - 20 h 35.

Les rediffusions des aquarelles de Santelli vont finir par nous faire détester Maupassant. J'abandonne.

F.r.3. « Sand », de Louis King - 20 h 35.

Mémoires d'un étalon. Le cheval, s'entend...

MERCREDI 11 JUIN

A.2. « Le Grand Echiquier », émission de Jacques Chancel - 20 h 35.

Autour de la douce Barbara Hendricks, invitée d'honneur, quelques étoiles du lyrique : Samuel Ramey, Neil Schicoff, Nicolaï Gedda, ainsi que la très prometteuse Suzanne Mentzer.

F.r.3. « Au nom de l'amour », émission proposée par Pierre Bellemare, Jean-Paul Rouland et Claude Olivier -20 h 35.

Pour fêter le 25ème anniversaire d'« Amnesty International ».

« Les Jocondes », de Jean-Daniel Pillault -23 h 10.

L'amitié exclusive d'une provinciale et d'une parisienne qui se rencontrent grâce à un petit classique Laroûsse.

JEUDI 12 JUIN

T.f.1 « L'Enjeu », magazine de la rédaction de T.f.1 - 21 h 30.

Avec, entre autres, une enquête sur les gains de coureurs automobiles. Le salaire de la peur.

« Les Grandes Expositions : de Rambrandt à Vermeer », réalisation de Jacqueline Plessis - 23 h.

Visite amoureuse au Grand Palais. Ne serait-ce que pour revoir « la Jeune Fille à la Perle » de Vermeer !

« Quoi de neuf ? », magazine de Claude Glayman. IDF - 18 h 34.

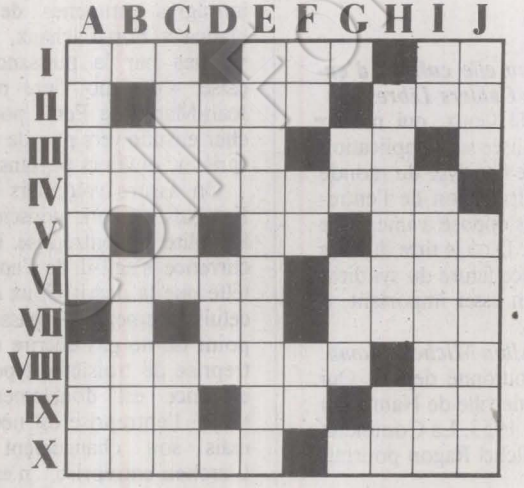
A l'ombre des festivals de l'été en compagnie de la cantatrice Teresa Zylis-Gara, de Daniel Toscan-du-Plantier et d'Alain Crombecque, directeur du festival d'Avignon.

F.r.3. « Le Gang des frères James », de Walter Hill - 20 h 35.

JEUX

PAR REMY ALBERT

THEME : MUNDIAL 86



HORIZONTALEMENT : **I** - Elle s'intéresse beaucoup aux joueurs de football, encore plus en ce moment. Sélection difficile, même pour Henri Michel. Parcouru des yeux. **II** - Peut se faire sur le ballon, au football. Admirateur de quelque joueur de football. **III** - Près de Paris. Métal convoité. **IV** - Jules Rimet y dirigea une compétition de football, en 1928. **V** - Déplacé. Comme au premier jour. **VI** - Attache ensemble. Eruption juvénile. **VII** - Pas d'aujourd'hui. Fut un « cygne » pour Zeus. **VIII** - Considéré comme l'un des meilleurs joueurs du monde. Branché, dit-on. **IX** - Gendre de Mahomet. Une bonne compagnie abrégée. Légendaire, par Lamartine. **X** - Après un cinquièmement. Adulé comme un dieu, du stade évidemment !...

VERTICALEMENT : **A** - Avant le coup d'envoi du premier match de la Coupe du Monde de football. Faits en courant, par un joueur de football. **B** - Dans la fumée. A 0-0, la marque reste telle. **C** - Trois fois vainqueur, et favori de la Coupe du Monde de football. Ville de France. **D** - Sont en fuite. Mis en miettes. **E** - Cette société est chargée de l'exploitation audiovisuelle de la Coupe du Monde de football, au Mexique. **F** - Bonne note, pour une île. Loin d'être un fleuve ! Drôle de drame, en nippon. **G** - Dans le code, bien sûr ! Un vieux calife. **H** - Equipe favorite de cette Coupe du Monde, semble-t-il. Fait l'article à tout le monde. **I** - Est au diapason. Coupe du Monde de football du Mexique. **J** - Les joueurs font celle de tous les supports de presse. La dernière « appartient » à Eddy Mitchell.

Solution des mots croisés du n° 650

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
I	S	E	C	R	E	T	■	P	A	M
II	A	T	■	E	C	H	O	U	A	I
III	C	A	M	E	L	E	O	N	■	S
IV	R	I	O	■	A	R	■	I	■	S
V	I	■	N	O	T	E	E	■	T	I
VI	F	R	A	C	A	S	■	P	R	O
VII	I	■	L	■	N	E	M	■	A	N
VIII	C	L	I	N	T	■	E	P	I	■
IX	E	R	S	E	■	B	L	A	N	C
X	■	P	A	S	S	I	O	N	■	O

THOMSON MC4. LA NOUVELLE PRECISION DE L'IMAGE.



Fondation Jean Jaurès

Les nouveaux téléviseurs 63 et 70 cm THOMSON MC 4 sont prêts pour la télévision de demain. Ils ont été conçus pour une nouvelle précision.

Précision des contrastes et des couleurs.

Le téléviseur THOMSON MC 4 est équipé du système Black Matrix, une nouvelle technologie dans la structure de l'écran, des bandes noires verticales masquent les interlignes entre chaque point lumineux et déterminent ainsi plus nettement leur contour.

Cette nouvelle précision augmente la finesse des couleurs et facilite la lecture des sous titres et des textes.

Précision de l'image.

Le téléviseur MC 4 est doté d'une nouvelle génération de tube 70 cm à "coins carrés". Le bénéfice immédiat est une augmentation de 9,5 % de la surface visible de l'écran. Ce tube est équipé du fameux canon à électron DB/XL, qui améliore la précision de l'impact du faisceau d'électron, grâce à une meilleure convergence. Il offre surtout une image de haute définition qui correspond aux exigences des nouvelles techniques audiovisuelles.

Équipés d'une télécommande 39 programmes à synthèse de fréquence les nouveaux téléviseurs THOMSON MC 4 sont prêts pour le magnétoscope, la micro informatique, le vidéotexte, le câble et le satellite...
Ils existent en deux versions : 63 et 70 cm, multi standard PAL et SECAM.

Pour la télévision de demain, la précision des nouveaux téléviseurs 63 et 70 cm THOMSON MC 4 va faire toute la différence.

THOMSON

POLARIS/BAZAINE DFS



Revenue au gouvernement depuis le 16 mars, la droite montre chaque jour sa volonté de démolir l'œuvre accomplie par la gauche. Après cinq ans de pouvoir, le Parti socialiste se retrouve dans l'opposition mais le score historique qu'il a obtenu et la présence à l'Elysée du Président de la République lui laissent de larges perspectives d'action. Chacun comprend que la coexistence voulue par les institutions est aussi un combat de tous les jours et que pour mener à bien ce combat le P.s. a plus que jamais besoin d'accroître ses moyens d'information et de communication.

C'est pourquoi nous lançons une nouvelle campagne d'abonnements à « l'Unité » liée à la campagne d'adhésions au parti. Toutes celles et tous ceux qui ont contribué à ce que le P.s. dépasse le seuil de 30 % doivent prolonger leur action en participant directement à cette campagne. Permettre à « l'Unité » de parler plus fort et d'être plus efficace face à la grande presse de droite, c'est votre affaire à tous. N'attendez pas. Nous comptons sur vous.

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de « l'Unité »
10, rue de Solférino - 75007 PARIS

Je soussigne .....

.....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante.

★ ***abonnement de six mois (210 F)***

★ ***abonnement d'un an (310 F)***

★ ***abonnement de soutien (à partir de 500 F)***

par chèque bancaire, chèque postal ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J. - Paris

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52 325